Vous n'êtes pas seuls

Technocritique contre technofascisme

Pour une écologie révolutionnaire et inclusive

Juillet 2025

Ce texte a été publié pour la première fois à l'adresse suivante :

Vous n'êtes pas seuls (VNPS),
Technocritique contre technofascisme :
Pour une écologie révolutionnaire et inclusive
4 juillet 2025.

https://vous-netes-pas-seuls.org/2025/07/04/technocritique-contre-technofascisme-pour-une-ecologie-revolutionnaire-et-inclusive/

La présente brochure est une nouvelle édition
réalisée en août 2025.

Elle peut être librement téléchargée
à l'adresse suivante :
https://archive.org/details/vnps-technocritique

Site internet de Vous n'êtes pas seuls (VNPS)
< https://vous-netes-pas-seuls.org/ >

« Que contient la civilisation occidentale qui la rend infiniment plus ethnocidaire que toute autre forme de société ? C'est son régime de production économique, espace justement de l'illimité, espace sans lieux en ce qu'il est recul constant de la limite, espace infini de la fuite en avant permanente. Ce qui différencie l'Occident, c'est le capitalisme, en tant qu'impossibilité de demeurer dans l'en-deçà d'une frontière, en tant que passage au-delà de toute frontière ; c'est le capitalisme, comme système de production pour qui rien n'est impossible, sinon de ne pas être à soi-même sa propre fin : qu'il soit d'ailleurs libéral, privé, comme en Europe de l'Ouest, ou planifié, d'État, comme en Europe de l'Est. La société industrielle, la plus formidable machine à produire, est pour cela même la plus effrayante machine à détruire. Races, sociétés, individus ; espace, nature, mers, forêts, sous-sol : tout est utile, tout doit être utilisé, tout doit être productif, d'une productivité poussée à son régime maximum d'intensité. »

Pierre Clastres, *De l'ethnocide* (1974)

« Le national-socialisme n'a jamais rejeté ni combattu la technologie moderne. »

Joseph Goebbels, cité dans
Jeffrey Herf, *Le modernisme réactionnaire : haine de la raison et culte de la technologie aux sources du nazisme* (1984)

« Il existe une autre conception de l'économie, qui est à la fois plus ancienne et plus neuve que celle véhiculée par le patriarcat capitaliste, qui repose quant à lui sur la colonisation perpétuelle des femmes, des peuples étrangers et de la nature. Dans cette autre économie, la vie et tout ce qui est nécessaire à la production et à la poursuite de la vie sur cette terre se trouvent au centre de l'activité sociale et économique, au lieu de l'accumulation infinie d'argent mort. »

Maria Mies et Veronika Bennholdt,
La subsistance : une perspective écoféministe (1997)

« Notre pays peut redevenir ce phare qui éclaire l'humanité tout entière, ce pays à la pointe des avancées technologiques les plus prometteuses. […] La clé de toute ma politique économique sera donc la réindustrialisation. »

Programme présidentiel d'Éric Zemmour (2022)

✷

*Alors que le **technofascisme**, cette alliance objective entre régimes autoritaires et hautes technologies, s'annonce comme notre avenir politique officiel, nous souhaitons poser des idées selon nous trop rares pour modestement participer à la résistance. Malgré un travail théorique déterminant, résister ne se fera pas uniquement sur le terrain des idées. Il va falloir se battre. Encore faut-il s'accorder sur une cible, une stratégie, et trouver des allié·es.*

Nous n'avons pas la prétention d'unir les différentes branches de l'écologie radicale, seule famille politique vraiment soucieuse de garder la Terre habitable. Ses fractures internes sont profondes, parfois pour des raisons qui nous dépassent.

Cependant, nous constatons une percée inquiétante d'attaques violentes émanant de notre camp, contre certaines des figures, collectifs ou courants dont nous nous sentons proches. Partant de déshonneurs par associations, souvent simplistes et calomnieux, tout un pan de l'écologie radicale se retrouve banni. Des textes appellent à « élever des digues », des collectifs influents préfèrent tendre la main à l'écologie libérale.

*C'est toute l'écologie politique qui se retrouve désarmée. Les probabilités (déjà minces) de mettre un terme à l'extinction se rapprochent du néant. L'ambition de ce texte : refuser la dualité qui nous condamne, essayer de prouver qu'une **technocritique** révolutionnaire et inclusive peut exister, afin de rendre plus efficace — ou déjà plus lisible — la lutte contre le technofascisme et pour une Terre habitable.*

L'ère du technofascisme

L'extrême-droite semble n'avoir jamais été aussi puissante. Ces vingt dernières années, les partis nationalistes et xénophobes sont montés partout en Europe [1]. À l'ouest, les États-Unis réalisent un suprémaciste conseillé par des milliardaires de la tech [2] et poursuivent leur soutien au nettoyage ethnique de Gaza, complices d'un fanatique coupable de crimes contre l'humanité [3]. À l'est, la Chine présidée par un empereur à vie, responsable du massacre des ouïghours [4], conforte son rôle de pays le plus surveillé au monde, et exporte son expertise [5].

La tendance est mondiale : les régimes autoritaires se multiplient [6]. Même les *démocraties* comme la France [7] peuvent être gouvernées par l'extrême-centre (marchepied documenté de l'extrême-droite [8]), figurer à la deuxième place des pays vendeurs d'armes [9] (auprès de dictatures, accusées de crimes de guerre et contre l'humanité [10]) ; ou être qualifiées par des experts comme « *pire pays d'Europe concernant la répression policière des militants environnementaux* » [11] — bien que là aussi, la tendance soit générale [12].

---

[1] Statista, « Montée de l'extrême droite en Europe - Faits et chiffres », 6 mai 2024 [lien n°1].

[2] *France Inter*, « Comment la 'Paypal mafia' a tout misé sur Trump pour anéantir les velléités régulationnistes des démocrates », 7 novembre 2024 [2].

[3] *Contre-Attaque*, « Trump veut déporter toute la population de Gaza, annexer le territoire et y lancer un projet immobilier », 5 février 2025 [3].

[4] *France Info*, « 'Génocide des Ouïghours' en Chine : six questions sur la résolution adoptée par les députés français, qui crée des remous jusqu'à Pékin », 21 janvier 2022 [4].

[5] *Le Monde*, « Comment la Chine exporte ses outils de surveillance de masse », 11 janvier 2023 [5].

[6] *Les Echos*, « Les régimes autoritaires se multiplient sur la planète », 19 mars 2024 [6].

[7] Economist Intelligence Unit, Democracy Index 2024.

[8] Voir les travaux des historiens Pierre Serna et Johann Chapoutot ; *Le Monde*, « L'"extrême centre", un extrémisme qui peut mener à l'autoritarisme », 15 janvier 2025 [8] ; *Le Média*, « Comment l'extrême centre a porté les nazis au pouvoir », 20 février 2025 [9].

[9] Observatoire des armements / CDRPC (Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits), « France : second exportateur mondial d'armes ! Les autorités se dérobent à leurs obligations de contrôle démocratique et de transparence. Jusqu'à quand ? », 10 mars 2024 [10].

[10] *Disclose*, « La France partenaire des crimes des Emirats Arabes Unis », 14 décembre 2021 [11].

[11] *Reporterre*, « Répression policière des militants écolos : "La France est le pire pays d'Europe" », 30 mai 2024 [12].

[12] UNRIC, « Répression des militants écologistes : une menace pour la démocratie », 2024 [12].

Le projet de l'extrême-droite est celui d'une guerre sans fin et sans merci pour le pouvoir et l'exploitation. Conscients des colères causées par la dépossession générale inhérente à leur doctrine, les dirigeants des régimes autoritaires s'ingénient à les dévier sur des boucs-émissaires : les immigré·es, les femmes, les pauvres. Nous observons aussi que, des monarchies de droit divin aux empires coloniaux, des républiques populaires aux démocraties libérales, les États-nations n'ont jamais fait que concentrer le pouvoir aux mains d'une petite élite, par l'usage d'une *violence légitime*.

Ce premier quart de ce siècle s'achève enfin sur l'année la plus chaude jamais enregistrée, première à dépasser le seuil de 1,5 °C aux valeurs préindustrielles [13]. L'usage des pesticides est en hausse partout dans le monde [14] et une septième limite planétaire sera bientôt franchie [15].

Qu'elle traite des barils, des armes, des dettes [16], des tentes de camping [17] ou des panneaux solaires [18], plus aucune industrie n'est épargnée d'un scandale révélé publiquement sur de l'esclavage moderne, des catastrophes fossiles, minières, des spoliations de terres… La liste des fléaux est interminable. Il ne s'agit plus d'accidents, mais d'un mode de fonctionnement.

Malgré leurs causes et conséquences si finement détaillées, commentées, le déni progresse. Des scientifiques sont « *désespérés* » par l'inaction générale [19] — la violence croissante des répressions n'y est pas pour rien. Sur l'écologie, « *un grand renoncement à l'œuvre en France et dans le monde* » titre *Le Monde* en 2025. Le constat est clair : des décennies de régulations environnementales n'ont su enrayer cette guerre mondiale contre la nature et le genre humain. Nous perdons. Changer d'analyse et de stratégie devient vital, littéralement.

---

[13] Organisation Météorologique Mondiale, « L'OMM confirme que 2024 est l'année la plus chaude jamais enregistrée, avec une température supérieure d'environ 1,55 °C aux valeurs préindustrielles », 10 janvier 2025 [14].
[14] *Le Figaro*, « L'utilisation des pesticides ne cesse d'augmenter un peu partout dans le monde », 25 février 2025 [15].
[15] Potsdam Institute for Climate Impact Research (PIK), "Earth exceeds safe limits: First Planetary Health Check issues red alert", 24 september 2024 [16].
[16] *Radio France*, « Pandora Papers : comment les paradis fiscaux continuent de prospérer », 12 octobre 2021 [17].
[17] *Disclose*, « Decathlon : révélations sur un champion de l'exploitation », 4 février 2025 [18].
[18] *Reporterre*, « "Des ados se font gazer" : en Guyane, les Amérindiens combattent une centrale électrique », 28 septembre 2023 [19].
[19] *Le Monde*, « Les scientifiques abasourdis par le déni sur l'effondrement de la biodiversité : "C'est nous qui avons raison, et non les lobbys" », 25 février 2025 [20].

Et de ces ruines surgissent des monstres. Le nôtre aujourd'hui, dans ce contexte d'extinction de la vie terrestre, s'incarne dans l'alliance toujours plus saillante entre régimes autoritaires et hautes technologies. Répressions des libertés, surveillance de masse, manipulation des données, centralisation du pouvoir : telles sont les principales expressions de ce *technofascisme*.

Nous parlons à celles et ceux dont la colère dépasse la sidération. Nous parlons à qui veut agir.

I. Que faire ? Une suggestion

Commençons d'où nous partons.

Né·es au bon endroit, au bon moment, nous avons accédé très jeunes à des postes de pouvoir et de prestige. Conscient·es de notre rôle dans le désastre ambiant, nous avons choisi de déserter ces postes après avoir essayé de *changer les choses de l'intérieur*. En vain. Aujourd'hui partiellement affranchi·es d'un quotidien aussi aliénant que destructeur, nous avons eu le luxe de penser et d'agir en cohérence avec nous-mêmes, de structurer quelque chose en belle compagnie, pour tenter de résister à l'extinction programmée. Cette chose s'appelle *Vous n'êtes pas seuls* (VNPS) [20]. C'est à quelques paires de mains que nous avons voulu prendre la plume.

Vient la question de notre objectif politique, et de la stratégie pour y arriver. Tout d'abord, que visons-nous ? Grâce à ces années de désertions riches en rencontres, débats, et mille expériences variées au sein des mouvements sociaux, écologistes, des réformistes aux radicaux, nous constatons que cette question est loin d'être évidente. Nous prenons alors le risque d'exposer ici notre objectif, découlant d'une analyse par essence critiquable, ainsi que notre stratégie.

L'analyse d'abord, s'appuie sur quelques postulats :

1) Les fléaux socio-écologiques de notre époque, observables partout sur la planète — montée des régimes autoritaires, records d'inégalités, dépossession

[20] Site internet de Vous n'êtes pas seuls (VNPS) <https://vous-netes-pas-seuls.org/>

du pouvoir politique, maladies de civilisations, exploitation généralisée, ethnocides, génocides, destruction des conditions de vie terrestres — ne sont pas (principalement) dus aux individus, mais à un système [21] ;

2) Ce système est fait de machines, de structures et infrastructures matérielles : excavatrices, mines, usines, centrales, bâtiments, centres de données, câbles sous-marins, pipelines, antennes-relais, autoroutes, chemins de fer, porte-conteneurs, etc. C'est ce système, aboutissement et support matériel de l'industrialisation croissante (mécanisation, électrification, informatisation), sans cesse accélérée du monde, qui est à l'origine de nos fléaux et conditionne les rapports socio-économiques de l'humanité ;

3) Ce système alimente et se nourrit d'interdépendances mondiales, nécessitant : une extrême division du travail (personne ne peut produire d'équivalent, de manière autonome, à petite échelle humaine) ; une quantité toujours croissante de matières premières arrachées à la croûte terrestre produisant des destructions du début (extractivisme, artificialisation, spoliation) à la fin de sa chaîne de production (déchets, pollutions, cancers) ; un pouvoir politique centralisé et violent pour exécuter ces opérations ;

4) Les tentatives de régulation ou de contrôle bureaucratiques sont des écrans de fumée permettant de gagner du temps dans l'administration du désastre. Le système doit croître indéfiniment pour se maintenir. Ses dirigeants politiques et économiques n'ont aucun intérêt à le faire décroitre volontairement, car leur puissance, leur confort, dépend précisément de son maintien.

Civilisation, civilisation techno-industrielle, capitalisme, capitalisme industriel, système technologique, système techno-industriel… Une vaste littérature fournit diverses appellations à ce système (bien qu'elles ne désignent pas toutes exactement la même chose), en essayant de donner une origine précise au point de basculement. De notre côté, bien incapables de trancher ce débat, nous privilégions les appellations **capitalisme industriel** ou **système technologique (et industriel)**, étant convenu qu'il désigne l'ensemble des technologies autoritaires, infrastructures, usines et machines construites depuis la *première révolution industrielle* — cette dernière

[21] « Un système, c'est un ensemble d'éléments en relation les uns avec les autres de telle façon que toute évolution de l'un provoque une évolution de l'ensemble, toute modification de l'ensemble se répercutant sur chaque élément. » Jacques Ellul, *Le système technicien*, Le Cherche midi éditeur, 2012, p. 88.

servant souvent de référence au moment où l'influence *humaine* sur la géologie et les écosystèmes devient significative à l'échelle de l'histoire planétaire [22].

De cette analyse découle notre objectif politique : démanteler (fermer, défaire, mettre hors d'état de nuire) ce système qui détruit la planète, et réapprendre collectivement à vivre sans.

Pour y parvenir, notre *stratégie* — le plan à long terme permettant d'atteindre notre objectif — est de développer un collectif de déserteur·euses prêt·es à mettre leurs compétences et connaissances du système au service de son démantèlement.

L'exemple le plus parlant s'illustre sans doute en un camarade, ex-ingénieur informatique pour TotalEnergies. Il nous a permis de relever un point névralgique, pourtant méconnu, de la multinationale pétrolière. *Total Energies Gas & Power* (TGP) et *Totsa* sont deux filiales de trading pétrole et gaz, basées à Genève. Le but de ces antennes aussi puissantes que discrètes consiste à dégager un maximum de marges pour la maison mère, marges lui permettant d'accroître sa puissance sur les marchés et de déployer ses activités sur le terrain. Moins de 1000 personnes (soit <1% de la masse salariale du groupe), tous situés dans les mêmes locaux, génèrent ainsi plus de 20% de ses bénéfices nets en 2023 [23].

Soutenir l'autonomie paysanne, critiquer la technocratie dans ses centres de formation, recueillir les témoignages d'infiltré·es, investiguer les points sensibles du système techno-industriel : tel est l'aperçu de nos *tactiques* — les actions concrètes au service de notre stratégie.

N'ayant pas le moindre espoir envers l'État pour accomplir cet objectif, car il fait indéniablement partie du problème [24], convaincu·es que *le pouvoir est maudit* et qu'il vaut mieux s'acharner à le détruire qu'à le conquérir : nous sommes anarchistes. Constatant que la technique n'est pas neutre, qu'elle conditionne nos rapports aux autres et au monde vivant, qu'il en existe certaines démocratiques, d'autres autoritaires [25] : nous sommes

[22] Soit le début de « l'Anthropocène », néologisme prêtant à débat en ce qu'il suggère que c'est l'espèce humaine qui est responsable, et non un système économique (Capitalocène), technique (Technocène), ou colonial (Plantationocène).

[23] *Reporterre*, « "Je ne pouvais plus" : ingénieur chez Total, Xavier a démissionné », 29 novembre 2024 [21].

[24] Frédéric Dufoing, *L'écologisme contre l'État. Le défi de la démocratie directe*, Ovadia Eds, 2022.

[25] Lewis Mumford, *Technique autoritaire et technique démocratique*, La Lenteur, 2021.

technocritiques. Sensibles aux techniques et organisations démocratiques qui s'entrecroisent à l'art de défendre et d'habiter les milieux vivants, passionné·es par « *la vie et tout ce qui est nécessaire à la production et à la poursuite de la vie sur cette terre* » [26] : nous sommes naturien·nes.

Notre logo enfin, est un écho aux luttes passées, notamment le marronnage. Le marronnage désigne une résistance à l'emprise du maître esclavagiste, à la monoculture intensive de ses plantations. Dans la défense de leurs lieux de vie et de refuge, les marron·nes incarnent l'une des premières écologies populaires.

> « Le marronnage n'est pas seulement une fuite : il est une désobéissance écologique. Il est un refus de la plantation, un rejet de la monoculture, de la destruction des sols, de l'exploitation des corps et de la domination raciale. Le marron invente une autre manière d'habiter la terre, une écologie de la survie, de la dignité et de la liberté. » — Malcom Ferdinand, *Une écologie décoloniale*, 2019.

Rapportés par l'anthropologue Richard Price, les propos d'un chef marron Saramaka (Suriname) décrivent d'ailleurs les femmes comme gardiennes de savoirs écologiques, en rupture avec la logique destructrice de la plantation : « *Les femmes savaient les plantes, les cycles, les chants. Elles ont fait vivre la forêt avec nous* ». Elles contribuèrent à inventer une écologie populaire, fondée sur la survie, le soin et la cohabitation avec le vivant.

De cet imaginaire puissant hérité du monde caribéen, découle le symbole de la conque de lambis, ancêtre du mégaphone soufflant l'alerte. Comme ces fugitif·ves, nous avons choisi de déserter, de riposter.

Précisons que cette lutte dépasse les frontières ethniques. Bien que majoritairement Noir·es, des marron·nes Amérindien·nes, métis·ses et même Blanc·hes (pauvres, criminel·les en fuite, marginalisé·es… ou déserteur·euses !) ont existé [27].

Voilà pour les ressorts de notre engagement infatigable contre ce qui nous enrage et nous effraie, mais venons-en au cœur de ce texte.

[26] Maria Mies et Veronika Bennholdt-Thomsen, *La Subsistance. Une perspective écofeministe* [1997], La Lenteur, 2022 ; Geneviève Pruvost, *Quotidien politique. Féminisme, écologie, subsistance*, La découverte, 2024.
[27] Voir Price, Richard & Price, Sally, *Two Evenings in Saramaka*, Chicago, University of Chicago Press, 2002 ; Casimir, Jean, *Une lecture décoloniale de l'histoire des Haïtiens*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2020 ; ou Diouf, Sylviane A., *Slavery's Exiles: The Story of the American Maroons*, New York, NYU Press, 2014.

***Le Marron Inconnu de Port-au-Prince**,*
également appelé Neg Marron ou Nèg Mawon,
est une statue en bronze d'un esclave en fuite,
mieux connu sous le nom de marron,
debout au centre de Port-au-Prince, en Haïti.
©Kristina Just

II. Le dilemme éthique de la technocritique

1. Résurgence de la technocritique

Depuis quelques années, nous observons un phénomène étrange. Les analyses technocritiques semblent revenir dans les discours et les pratiques de l'écologie politique, ce qui est une bonne chose. Hélas le doit-on certainement au flot incessant d'images d'exploitations et de destructions de notre époque, rendant toujours plus concrètes nos dépendances à des pouvoirs centralisés et des systèmes techniques complexes. La face cachée du progrès technologique est désormais lisible en HD aux yeux du monde.

De là, différentes nuances de l'écologie politique (même radicales) se voient profondément bousculées. Le penseur libertaire José Ardillo rappelle l'optimisme historique, depuis la révolution industrielle, des courants marxistes et anarchistes envers le progrès technologique, y voyant un outil d'émancipation. Dès la fin du XIX[e] siècle pourtant, des mouvements comme les anarchistes naturiens [28] pourfendaient déjà les ravages de l'industrialisation naissante. Leur idéal reposait sur une vie simple, proche de la nature, souvent sous la forme de communautés autonomes et autogérées. Décuplant les pouvoirs de nuisances de l'État et du capitalisme, le système technologique industriel est analysé pour ce qu'il est : une arme d'aliénation et de destruction massive.

Le débat revient donc. Et avec lui des confusions, crispations, tournant parfois aux diffamations envers nos valeurs, objectifs et allié·s. Des attaques qui étonnamment émanent de *notre* camp : individus et collectifs exerçant une certaine influence sur l'*écologie radicale*. La prochaine partie se posera un instant sur cette famille politique, quelques-uns de ses membres et ce qui la sépare de l'écologie classique (ou libérale). En un mot déjà et pour lier ces deux concepts, nous dirons de la *technocritique* qu'elle est surtout un outil

[28] *Reporterre*, « Les anarchistes naturiens, précurseurs de la décroissance », 17 juin 2016 [22].

d'analyse ; quand l'*écologie radicale*, bien qu'irriguée par des courants de pensée, est une famille de projets politiques (à visée pratique, organisationnelle) en lien à l'écologie, c'est-à-dire à l'art de défendre et d'habiter les milieux vivants. La technocritique irrigue donc plusieurs familles politiques, et sûrement davantage l'écologie radicale.

Notre position sur ce sujet devient pressante, tant elle touche à nos discours, nos actions, ami·es et partenaires stratégiques. Nous avons donc souhaité contribuer aux débats par une lecture selon nous trop rare, et diffuser une analyse qui rende notre lutte contre le technofascisme plus efficace — ou déjà, peut-être plus lisible.

2. L'écologie radicale

Dans sa proposition de portrait d'une « *Écologie radicale* » (2012), Frédéric Dufoing brosse plusieurs branches de ce courant de pensée varié : écologie profonde, biorégionalisme, écologie sociale, décroissance, éco-agrarianisme, mais aussi anarcho-primitivisme (ou *anti-civ* pour anti-civilisation). L'auteur admet volontiers les limites de cette classification, mais nous apprécions l'effort de pédagogie remarquable.

Précisons d'emblée un point de vue personnel important pour la suite. Poussant leurs technocritiques plus loin que les autres radicaux, les *anti-civ* (représenté·es par John Zerzan) et les *anti-industriels* (ou *anti-tech*, adeptes de Simone Weil, Jacques Ellul ou Theodore Kaczynski) sont parfois confondus, à tort. Une différence de taille tient d'abord dans leur point de rupture historique (révolution néolithique pour les premiers, industrielle pour les seconds), mais aussi la solution envisagée (abandon de l'agriculture, de la sédentarisation, retour à un mode de vie *primitif*, rejet de toute autre technologie pour les anti-civ ; sortie du modèle industriel, adoption des techniques à échelle humaine, conviviales, favorable aux low-tech, à l'artisanat et à l'autonomie pour les anti-tech). Avec ce modèle unique inspiré des chasseurs-cueilleurs, les anarcho-primitivistes se distinguent nettement des autres anarchistes et écologistes radicaux.

Nous balayons ici d'un geste l'accusation paresseuse de *technophobie* envers ces deux courants, tant cet entrain à pathologiser un discours critique

nous semble inepte, purement rhétorique — a-t-on du reste déjà entendu parler de *capitalophobes* pour désigner les marxistes ?

Revenons-en à Dufoing. En ouverture de son livre, il énumère les lignes de fractures entre écologistes *classiques* (ou libéraux) et *radicaux :*

— Sur les institutions existantes : les uns voulant les utiliser pour arriver à leurs fins, les autres jugeant cette option inefficace et incohérente puisque les moyens ne correspondent pas aux fins ;

— Sur les textes fondateurs et valeurs d'origine : les uns défendant une interprétation souple, les autres voyant cette souplesse comme de la mollesse, voire de la lâcheté ;

— Plus précisément sur le corpus de croyances autour du progrès technique, et l'existence d'un État pour gérer la société : les uns y restant attachés, les autres les identifiant comme nuisibles ;

— Les uns défendant une perspective anthropocentrique, les autres biocentrique ;

— Les uns revendiquant leur radicalité, les autres la leur reprochant.

En substance :

> « c'est eu égard au rapport à l'État, à la technique, au relativisme culturel, à l'articulation des fins et des moyens ainsi qu'à l'opposition entre le rationnel et le raisonnable que les partisans de l'écologie sociale, les néo-luddites, les biorégionalistes et les anarcho-primitivistes ainsi que les décroissantistes s'opposeront aux écologistes organisés en partis ou agissant au sein d'institutions d'une manière ou d'une autre liée à l'État et à la technocratie. »

Rejetant ce que la figure de la décroissance Serge Mongeau qualifiait déjà en 2007 de *fausses solutions* (recyclage, biocarburants, innovations technologiques, crédits carbones, etc.), les radicaux avancent des diagnostics et des solutions qui vont beaucoup plus loin, en amont, que ceux des classiques [29].

Sans surprise, malgré des clivages qui minent toujours plus notre capacité matérielle à résister, notre famille est celle de l'écologie radicale. Nous souhaitons résister au monde des machines, de leurs emprises physiques aux idées de leurs concepteur·ices et de celleux qui en tirent leur pouvoir. Concernant l'écologie classique, elle n'est pas directement coupable mais selon nous complice du crime. Par son réformisme attentiste, contre-révolution-

[29] Vous n'êtes pas seuls, *Qu'est-ce que l'écologie radicale ?*, 11 septembre 2022 [23].

naire, elle sert de caution au système techno-industriel en faisant croire qu'il serait neutre, et qu'une autre gestion du désastre (la leur) est possible.

Voilà donc ce qui nous surprend le plus aujourd'hui : voir la vieille ficelle rhétorique de l'écologie classique — *c'est nous ou le retour aux cavernes !* — être reprise si doctement par des camarades, médias ou mouvements de l'écologie radicale, même celle qui se revendique technocritique.

Parmi tant d'autres facteurs, c'est grâce à des auteur·ices anarchistes, anticapitalistes, décoloniaux, mais aussi technocritiques voire anti-tech, que nous sommes tombé·es dans l'écologie radicale. Tant pour la cohérence de leur critique que par séduction pour leur projet politique, fait d'autogestion, de nature, et du renversement de l'ordre en place, leurs analyses et remèdes nous parlent. Tout comme nous admettons certaines de leurs limites idéologiques ou stratégiques, et allons préférer d'autres apports de notre camp comme l'écoféminisme de subsistance [30].

Quoiqu'il en soit, notre famille n'est pas et ne sera jamais comparable au camp d'en face, ce danger que nous n'arrivons plus à quitter des yeux : celui des technofascistes. Ces architectes du désastre, maîtres de la plantation, chefs d'État et d'industries qui voudront nous arrêter par tous les moyens nécessaires, mais aussi leurs forces militaires, policières, et leurs armées de technocrates, ingénieur·es, expert·es, exécutant·es et administrateur·ices zélé·es d'un écocide planétaire. Les coupables donc — et pourquoi pas leurs complices, bien qu'iels puissent ponctuellement se muer en allié·es de circonstance — sont nos ennemis déclarés, avec lesquels aucune négociation n'est possible (si ce n'est le poids des chaînes).

Telle est la seule démarcation éthique qui devrait valoir en tant qu'écologiste radical, s'il fallait à tout prix s'investir dans une tactique militante d'exclusion. Le fascisme et son infrastructure technologique moderne sont bien assez puissants pour ne pas les faire gonfler arbitrairement par notre hostilité horizontale. Sans oublier que tout autour, loin de nos querelles et vautrées dans leur confort, des flottilles d'indifférences surnagent dans un océan de misères. Soyons à la hauteur de l'époque.

Une position plutôt cohérente, voire évidente, et pourtant chaque jour plus brouillée par des voix surplombantes de notre propre camp.

---

[30] Voir les travaux de Maria Mies et Veronika Bennholdt-Thomsen, *La Subsistance. Une perspective écoféministe* [1997], La Lenteur, 2022.

3. Le dilemme éthique

Dans notre lecture, le clivage gauche-droite est dépassé depuis longtemps. De la répression sanglante des libertaires par les communistes en Russie soviétique ou à la Révolution espagnole, du *tournant de la rigueur* et l'affaire *Rainbow Warrior* (sous Mitterrand), à l'assassinat de Rémi Fraisse et la déchéance de nationalité (sous Hollande), la gauche socialiste ou communiste n'est historiquement pas notre alliée. La droite libérale ou fasciste — quoi qu'il soit toujours plus dur de les distinguer — est notre ennemie déclarée. Une autre évidence qu'il semble utile de rappeler.

Sur les ruines du théâtre qui oppose ces deux faces d'une même pièce et qui n'intéresse heureusement plus vraiment notre génération, un autre clivage semble pourtant se dessiner. Cette fois-ci entre radicaux. Situation d'autant plus terrible car c'est de nous, de notre famille écologique et radicale, de notre génération, que doit émaner l'ultime sursaut. Bien conscient·es de l'âpreté de l'exercice nous voulons quand même essayer, avec nos biais, de mettre des mots sur ce clivage suicidaire.

S'il fallait simplifier au détriment de plus amples nuances, le point de crispation pourrait s'en tenir à ceci : **doit-on précipiter (ou tout simplement souhaiter) la chute du système technologique industriel ?**

Pour ses opposant·es classiques, technocrates et écologistes libéraux, étonnamment rejoints par certains radicaux : surtout pas ! Ce système peut être *réorienté*, *réformé*, *régulé*, *réapproprié,* de sorte à n'être qu'on outil aussi neutre que possible au service de notre confort, de nos attachements matériels (nous nourrir, nous soigner, mais aussi nous divertir, voyager, etc.), sans accabler la biosphère et l'humanité.

Pour les partisan·es d'un démantèlement, cette posture permet d'entretenir le *statut quo,* en évitant d'admettre l'inévitable : notre espèce doit se préparer à la fin de ce système, et tout faire pour sauver ce qui peut encore l'être. C'est une question stratégique, mais aussi éthique. En effet, de quel droit pouvons choisir de condamner la majorité de l'humanité actuelle, mais aussi les générations futures, à bénéficier d'une qualité chaque jour plus létale de la biosphère mondiale ?

Oui, mais alors, nous condamnerions ici et maintenant les personnes qui en dépendent vitalement, à commencer par les personnes en situation de handicap ? Ou encore celles qui n'ont ni autonomie ni moyens de l'être ?

Très bien, mais cet *ici* ne serait-il pas principalement situé en Occident ? Dans des pays riches et hautement industrialisés, avec une bien moindre empathie envers les victimes d'ailleurs ou de demain ?

À ce stade, nous espérons avoir montré la difficulté du *dilemme éthique* auquel nous sommes toutes et tous confronté·es, souvent inconsciemment.

Pour récapituler (de manière toujours trop simpliste) les radicaux se déchirent aujourd'hui entre :

A) Planifier une décroissance, une transition ou une redirection écologique qui, considérant que le système est *sécable* (contrôlable), se débarrasserait à terme des mauvais aspects du système — le technofascisme écocidaire — tout en conservant les meilleurs afin de prendre soin des plus fragiles (notamment son industrie médicale) ;

B) Organiser une révolution anti-industrielle qui se débarrasserait du système dans son ensemble, considérant que le système est *insécable*, (incontrôlable), afin de conserver une qualité suffisamment saine de la biosphère et de techniques démocratiques (artisanales, à taille humaine, non-industrielles, auto-suffisantes…).

Un dilemme éthique cause de vives tensions, d'hostilités, voire d'agressions entre radicaux, tant les affects sont forts sur ces enjeux à base d'engagements existentiels. Par commodité pour la suite, nous appellerons la première option celle de la *technocritique inclusive* ou *intersectionnelle*, et la seconde celle de la *technocritique révolutionnaire*. Bien qu'écologistes libéraux et certains radicaux semblent se rejoindre sur la première option, la *technocritique inclusive* (qui est donc une réponse radicale au dilemme) se distingue par sa méfiance, voire sa conflictualité envers l'État, et d'autres structures de domination comme le capitalisme, le colonialisme et le patriarcat. Elle s'organise d'ailleurs déjà aux marges de ce système, dans l'espoir de le supplanter.

> « L'écroulement de cette civilisation n'est pas une vision apocalyptique ; c'est, disons, quelque chose qui me semble hautement souhaitable. Je considère même que c'est notre grande chance qu'il existe, disons, une base biologique de la société humaine qui se refuse à suivre la voie de la civilisation industrielle

dominante. Finalement, c'est la crise écologique qui va nous forcer, que nous le voulions ou non, à modifier notre cours et à développer des modes de vie et des modes de production qui soient radicalement différents de ceux en cours dans la civilisation industrielle. » — Alexandre Grothendieck, *Allons-nous continuer la recherche scientifique ?*, conférence au CERN, 1972.

III. Comment trancher ce dilemme éthique ?

1. Par l'injure et la calomnie

Il serait inaudible, indécent, et simplement malhonnête, d'accuser la première option — par son analyse tronquée, son manque de stratégie (ambitieuse), son réformisme — d'être responsable des 240 000 décès annuels en Europe dus à la pollution de l'air [31], des quantités alarmantes de microplastiques dans le cerveau humain [32], des populations congolaises massacrées pour les métaux nécessaires aux nouvelles technologies [33], des dizaines de milliers de femmes et d'enfants bombardé·es par des drones-tueurs et leurs algorithmes [34], du million d'espèces animales et végétales menacées d'extinction ces prochaines décennies — un taux inédit dans l'histoire de l'humanité [35], etc. Le camp faisant ouvertement l'apologie du progrès et du solutionnisme technologique serait un coupable plus adapté.

[31] Les Echos, « La pollution de l'air cause 240.000 décès en Europe chaque année », 11 décembre 2024 [24].

[32] National Geographic, « Des quantités alarmantes de microplastiques retrouvées dans le cerveau humain », 6 février 2025 [25].

[33] La RDC possède entre 60 et 80 % des réserves mondiales de coltan, minerai rare utilisé dans les cartes-mères. Selon David Maenda Kithoko, militant écologiste congolais : *« Il ne s'agit là que d'une « perpétuation du système colonial », entièrement dédié à « l'extractivisme » des ressources des pays colonisés. Hier, c'était le caoutchouc qui était tiré des terres par la force. Désormais, ce sont le coltan et le cuivre – le pays en produit 2,2 millions de tonnes par an –, nécessaires à la fabrication des appareils électroniques ».* Mediapart, « IA : le contre-sommet des écologistes sonne l'alarme », 9 février 2025 [26].

[34] Radio France, « Le recours à l'intelligence artificielle par Israël augmente-t-il le nombre de Gazaouis tués ? », 30 décembre 2024 [27].

[35] Institut de Recherche pour le Développement, « 1.000.000 d'espèces menacées d'extinction : le rapport alarmant de l'IPBES », 6 mai 2019 [28].

Et pourtant, la deuxième option elle, dont le choix éthique n'est pas dénué d'humanité ou de lucidité, fait l'objet des pires calomnies : notamment celle d'*écofascisme*. Oui, fascisme. Ou bien *fascisant*, *malthusien*, *réactionnaire*, *technophobe*, *transphobe*, *validisme*, *eugénisme*… Le tout avec une stratégie : « *élever des digues* ». Comme si nous avions ce luxe à la veille de l'extinction. Tour d'horizon.

Alexandre Monnin, docteur en philosophie, enseignant-chercheur, s'est fait remarquer dans certains milieux radicaux en popularisant l'idée d'*écologie du démantèlement*. En novembre 2022 [36], il annonce faire un travail idéologique pour penser une transition

> « qui ne se fasse pas au mépris des personnes ayant un attachement important à des dispositifs techniques (médical, par exemple, comme les personnes en situation de handicap ou les personnes trans), en vertu d'un rapport à leur supposée non-naturalité. »

Il vise et accuse les positions *révolutionnaires* (au sens du dilemme présenté plus haut) de « *réactionnaire[s]* » et « *malthusien[nes]* », les invite à accepter que « *le retour en arrière, c'est fini* », à « *cultiver [leurs] milieux impurs* ».

En conclusion il assène :

> « l'objectif n'est pas de revenir à un mode de vie indexé sur celui de populations autochtones vivant d'une manière supposément plus naturelle, ce qui est par ailleurs une instrumentalisation néocoloniale [sic] de ces populations. Il faut des réponses adaptées à notre réalité, et qui prennent en compte les plus fragiles. Il y a un réel enjeu à proposer une redirection écologique opérationnelle, radicale et non réactionnaire, ou non fascisante. »

Pourtant régulièrement invité par le *Shift Project* (dont le président-fondateur Jean-Marc Jancovici, décroissant nucléariste qu'on ne présente plus, valorise le techno-totalitarisme chinois pour une transition efficace [37]), Monnin ne leur a jamais porté de telles accusations.

En février 2024 [38], la déserteuse et militante écologiste Victoria Berni partage ses « *réflexions autour des écofascismes* ». Juste après l'évocation des

[36] Le Club de Mediapart, « Bifurquons ensemble : un eBook gratuit », 16 novembre 2022 [29].
[37] Greenwashing Economy, « Jancovici aime le techno-totalitarisme chinois », 21 mars 2023 [30].
[38] Pays des Alternatives (Instagram), « Réflexions autour des écofascismes », 3 février 2024 [31].

attentats de Christchurch comme exemple d'écofascisme, elle dresse une liste des critères de perméabilité entre écologie et fascisme :

> « sacralisation de la "Nature" appréhendée comme une entité à conserver, à maintenir dans un état original fantasmé ou auquel il faut revenir » ; « spiritualisation de l'écologie et dogmatisme mettant en péril les conditions d'existence des individus » ; « rejet total de la "modernité" et renforcement des rôles de classe, de genre, de race vers un retour des valeurs "anciennes" et/ou "primitives" » ; « repli sur soi, autarcie, frontières, envahissement, clanisme sous couvert d'autonomie et de localisme » ; « effondrisme et survivalisme incitant à se préparer à tuer, à la guerre. »

S'ensuivent ses exemples d'écofascismes :

> « milieux survivalistes, anti-technologiques, écologistes entretiennent une confusion autour des courants politiques en les assimilant en un "grand tout", rejettent les luttes intersectionnelles par "universalisme" ou "efficacité", prônent un retour à une naturalisé animale ou à une société primitive en excluant les personnes dépendantes aux infrastructures actuelles. »

Puis de citer l'Union Antifa Toulouse :

> « Malgré de grands efforts pour maquiller le mouvement, souvent par des appels vibrants au caractère sacré de la nature, à la beauté du monde naturel et à la hideur de la pollution industrielle, les racines de ce mouvement restent indéniables ; l'écofascisme est par essence l'idée que le Monde est malade, et que la maladie est l'humanité. C'est pourquoi l'écofascisme proclame que nous devons faire notre possible pour éliminer autant de gens que possible — ou au moins accepter leur mort — afin que le monde "guérisse". »

Dans son numéro 537 « *Écolos et antifas !* » publiée fin 2024, la revue écologiste *Silence* donne la parole à Charles de Lacombe, du mouvement Action justice climat Lyon [39]. Intitulé « *Pour une écologie antifasciste* », son article revient sur le bilan de l'extrême droite française en matière de politique climatique, puis propose une analyse de l'écofascisme, néologisme éponyme à l'essai du sociologue Antoine Dubiau [40] qu'il dit citer :

> « En France, c'est la Nouvelle Droite des années 1970 qui est généralement considérée comme le terreau idéologique des mouvances actuelles, rejetant à la fois le capitalisme, la modernité et la tradition judéo-chrétienne. C'est dans le passé que ces mouvances vont chercher l'"homme nouveau" commun à tous les totalitarismes. Un passé fantasmé où l'homme (la place des femmes est

[39] Revue Silence n°357, « Pour une écologie antifasciste », novembre 2024 [32].
[40] Antoine Dubiau, *Écofascismes*, Grevis, 2022.

> restreinte) vit en harmonie virile avec la nature, quasiment chasseur-cueilleur, et appartient à un peuple millénaire. Ce retour à des racines préchrétiennes idéalisées est à rapprocher notamment du mouvement völkisch d'outre-Rhin (qui fit le lit du nazisme). »

En synthèse : « la communauté et la nature sont les piliers de l'écologie écofasciste » — devenu l'un des premiers résultats sur Google pour « écologie antifasciste ».

À la même période Les Désert'Heureuses (DZH), collectif ami dont la composition sociale est très proche de la nôtre, publiait une nouvelle brochure « Courage, continuons de fuir ! » [41]. Un article y est spécifiquement dédié au sujet qui nous anime : « Pour une technocritique contre toutes les oppressions et débarrassée d'idées réactionnaires ». Les DZH citent d'emblée comme preuve des « *dérives réactionnaires* » du mouvement technocritique, un texte très commenté [42] paru en 2023 et intitulé « Le naufrage réactionnaire sur mouvement anti-industriel » [43]. Ce préambule posé, nos camarades se proposent de « fixer une base politique » sur ce sujet délicat mais incontournable, admettant avoir « rencontré des crispations autour de la question de la critique de la technologie, qui est assez présente dans l'écologie radicale comme dans des groupes qui appellent à la désertion du travail comme de l'ingénierie ». Rappelons en effet qu'Alexandre Grothendieck, « plus grand mathématicien du XX^{e} siècle » selon le journal *Le Monde*, déserteur de l'Institut des hautes études scientifiques (IHES) à cause de ses financements à buts militaires, pose déjà ce débat dans ce cadre précis dès 1972.

Annonçant de pas vouloir jeter le bébé (la technocritique) avec l'eau du bain (les idées réactionnaires), les DZH estiment :

> « La pensée technocritique a généré de nombreux outils théoriques à même de contribuer à réduire les inégalités entre les êtres en particulier et à détruire le système qui les provoque en général » ; « [car] la dépendance aux technologies de pointe est aujourd'hui une domination quasi-universelle. »

D'ailleurs :

---

[41] Desert'Heureuses, « Courage continuons de fuir ! », décembre 2024 [33].

[42] Voir les réponses en ligne : L'avocat, « "Naufrage réactionnaire" : la plaidoirie de la défense », 2 janvier 2024 [34] ; Collectif Ruptures, « Qui a peur de la critique anti-industrielle ? », 5 janvier 2024 [35] ou encore la brochure papier non disponible sur internet : Matthieu Amiech, *Au Village sans prétention*, La Lenteur, 24 février 2024.

[43] Anomyme, « Le naufrage réactionnaire du mouvement anti-industriel », 29 novembre 2023 [36].

> « Certain·e·s d'entre [elleux] se sont nourri·e·s de réflexions technocritiques pour arriver à leur envie de désertion, parfois en parallèle d'une réflexion sur la nécessité de décroissance, parfois sur l'axe de la domination totalitaire que l'industrie technologique exerce sur les humain·e·s et le vivant, ou encore nourri·e·s d'une critique du système colonial extractiviste. »

Et c'est à peu près tout ce qu'il y a à dire, sur six pages, pour *réhabiliter* la technocritique, mais surtout l'intégrer stratégiquement dans nos perspectives révolutionnaires.

Le reste est un empilement d'accusations, d'accointances réelles ou supposées, entre la technocritique et les « *réactionnaires* » (comprendre crypto-fascistes) :

> « Transphobes et validistes entre autres » ; « des positionnements jusqu'au-boutistes qui, sans nuance, entretiennent des formes de domination ou d'exclusion » ; « des positionnements que nous sommes nombreux·ses à considérer comme sexistes, transphobes, validistes, qui se raidissent, notamment par leur déconnexion du vécu des personnes opprimées. »

Leur manque d'hygiène est aussi rapporté, « *sous couvert de lutte contre le progrès* » ; leur refus de l'électricité comme preuves d'exclusion « *des personnes moins valides ou minorisées* » ; mais aussi leur confusion entre « *radicalité et purisme* » ; leurs « *partis-pris transphobes, lesbophobes, sexistes* » ; leur « *réduction à l'absurde par son utilisation pour des courses jusqu'au-boutistes à la radicalité* » ; et la présentation *calomnieuse du collectif technocritique révolutionnaire* Anti-Tech Resistance (ATR) — nous y reviendrons — comme des individus « *[souhaitant] la fin immédiate et de but en blanc de l'hôpital quitte à débrancher des malades* », soit un groupe prônant le « *validisme* ». Les technocritiques *révolutionnaires* seraient dans une « *course individuelle au survivalisme* » ; et « *négligent une partie du problème du fait de leur privilèges, notamment sans considération pour les personnes concernées par des maladies chroniques* ».

Ce qui nous frappe en finissant ce texte, c'est précisément la confusion qu'il creuse en prétendant la lever. Que doit-on en retenir, concrètement ? Quels sont les contours d'une stratégie technocritique contre toutes les oppressions et non réactionnaires ? Un « *festival du livre et des cultures [qui] affiche une volonté clairement féministe dans son programme et ses interventions* » ; « *une semaine de camp [dans] le but de mélanger les cercles hackeur·euses, technocritiques, queer et teuffeur·euses* » : ces actions, aussi

nécessaires et inspirantes soient-elles, peuvent-elles se confondre avec une résistance politique organisée, *lisible* et conséquente, face à la montée des fascismes écocidaires ?

Dans une publication courant février 2025 [44], la branche parisienne du collectif écologiste radical *Extinction Rebellion* dénonçait « *l'entrisme toxique d'ATR* », sa « *technocritique réactionnaire* », et citait la brochure des DZH comme un exemple de « *technocritique s'inscrivant dans la lutte contre les oppressions systémiques* » — ou « *technocritique inclusive* ».

2. Par un rééquilibrage du poids du dilemme

On comprend mieux l'impasse des DZH et de leurs pairs quand on lit la multiplicité, mal articulée, et parfois inconciliable, de leurs objectifs politiques :

> « lutter contre toutes les dominations et les oppressions : les violences économiques ou de classe, le racisme, le sexisme, les queerphobies, le validisme… » ; « construire un éventail de choix éclairés, pour les valides comme pour les non valides, pour les transitions, pour les droits reproductifs » ; « établir des réseaux d'entraide et reconstruire des communautés pour imaginer un avenir décroissant qui ne sera pas une course individuelle au survivalisme » ; « survivre ensemble et aujourd'hui à ce capitalisme qui nous tue et nous isole, et ne nous propose que des solutions technologiques, voire nous les impose, aux mépris de celleux qui ne peuvent y accéder ou subissent leurs conséquences » ; « conjuguer la volonté d'accessibilité universelle aux soins et au confort avec la certitude que l'avancée des technologies en Occident se fait au sacrifice de la santé des habitant·e·s de nombreux territoires. »

Cette dernière phrase résume enfin le dilemme éthique développé plus haut. Malheureusement, on constate qu'il est tranché à la hache, comme s'il s'agit d'une « *question facile* » — quoiqu'en disent les auteur·ices. L'ampleur du « *sacrifice de la santé des habitant·e·s de nombreux territoires* » — le déluge de morts, d'exploitations et souffrances tant passées, présentes que futures, tant envers les esclavagisé·es des Suds que les prolétarisé·es des Nords, et plus largement envers toute la biosphère — ayant permis

[44] Extinction Rebellion Paris (Instagram), « Entrisme toxique d'ATR. Défendons l'intersectionnalité dans nos luttes », 8 février 2025 [37].

« *l'avancée des technologies en Occident* » est à peine effleuré. À aucun moment technocrates et écologistes libéraux sont invités à « *accepter [la] mort* » des cultures et des peuples d'hier et d'aujourd'hui dans leur tableau des pertes. Ce calcul sordide étant rarement renversé. De fait, en minimisant, voire en invisibilisant ce poids de l'histoire, la balance penche irrésistiblement du côté des réformistes. Conserver l'efficacité de ce système devient une évidence, une fatalité.

À partir des citations qui précèdent, nous aimerions montrer en quoi les arguments de cette technocritique *inclusive* sont peu convaincants, et même problématiques pour au moins trois raisons.

a. Essentialisation paternaliste

Premièrement, cette posture suppose qu'il existe un ensemble des personnes aujourd'hui opprimées, qui le seraient d'autant plus sans le système techno-industriel — principalement les personnes non valides et les personnes trans (les accusations de *validisme* et de *transphobie* envers *les révolutionnaires* sont les plus courantes) — et sont toutes d'accord, presque par essence, pour le conserver. D'habitude soucieux de laisser parler les concerné·es, les *intersectionnel·les* parlent ici au nom de toutes les personnes non valides, de toutes les personnes trans (de toutes les racisé·es, etc.), pour leur faire trancher un dilemme aussi bien intime que politique. Selon nous, il s'agit là d'une d'essentialisation paternaliste. Non, ces personnes ne pensent pas toutes pareil et ne veulent pas la même chose.

Concernant les personnes trans, nous renverrons vers une brochure [45] écrite justement par une personne concernée, Alex B., dont la transition a nécessité « *l'utilisation de certaines technologies médicales (hormonothérapie et opérations chirurgicales)* ». Pour autant, Alex B. dédie tout un chapitre sur « *la nécessité d'abattre le système technologique* », car

> « parce que nous en bénéficions personnellement, ne veut pas dire que nous devrions cesser de vouloir démolir ce système et se mettre à le défendre. »

Plus loin,

[45] Alex B., « Trans n'est pas transhumanisme », octobre 2018 [38], brochure pourtant citée par DZH mais dont iels n'ont pas jugé bon de mentionner les extraits qui vont suivre.

> « il ne sert à rien de maintenir un système en place qui favorise, avec toute sa technologie, seulement une petite minorité de la planète en écrasant et en anéantissant tout le reste. »

Ou encore

> « si le système techno-industriel s'effondrait demain, peut-être serais-je parmi les victimes, peut-être que certaines des personnes qui me tiennent le plus à coeur seraient parmi celles qui ne pourraient pas survivre, mais au moins pour toutes les autres, il y aurait la liberté. » [46]

Pour expliquer la manière dont il vit cette « *contradiction* », Alex B. fait un détour par le témoignage d'un « *activiste anti-civilisation pro-trans* », dont l'accouchement de la partenaire a engendré de graves complications pour le bébé. Il a été « *obligé de considérer des technologies qui n'existeraient pas si [sa] vision politique se réalisait, des technologies dont dépend [sa] fille aujourd'hui* ». L'auteur de la brochure de conclure ce chapitre :

> « Je pense qu'il vaut mieux faire des compromis mais pouvoir vivre et être bien. C'est seulement ainsi, entre autres, qu'un combat décisif contre ce système pourra être mené. »

Une perspective bien plus féconde et lucide que celles des *intersectionnel·les* citées plus haut.

Concernant les personnes non valides, ou souffrant de handicap, nous renverrons vers ce recueil compilant les voix de « *certains rebelles – handicapés, fragiles ou en phase terminale – [qui] refusent de se soumettre à la victimisation de l'invalidité* » [47].

Outre le fait que ces personnes, à la fois dépendantes mais aussi très critiques du système de santé industriel moderne, n'aient pas voix au chapitre dans l'analyse *inclusive*, cette dernière nie quasi systématiquement l'empreinte carbone et matérielle catastrophiques de l'industrie médicale. Fondateur du *Low-Tech Magazine*, le journaliste scientifique Kris de Decker décortique cet angle mort, ainsi que les limites de la décarbonation et de l'efficacité énergétique dans un article richement documenté [48]. Au moins deux points retiennent notre attention : en dégradant nos déterminants de santé par ses pollutions multiples et ses incitations à un certain mode de vie

[46] On notera l'usage à deux reprises de l'adverbe « *peut-être* ».
[47] Anti-Tech Resistance, *Handicapés contre le progrès !* (2023) [39].
[48] Anti-Tech Resistance, *Médecine technologique ou planète habitable : il faut faire un choix* (2024) [40].

(alimentation, sédentarité, stress, toxicomanie, etc.), « *la société industrielle nous a donné des traitements médicaux efficaces, mais elle nous rend aussi malades* » ; de plus :

> « En raison de l'énorme empreinte écologique de la médecine moderne (impact qui ne cesse de croître), la santé et la longévité d'aujourd'hui se font, du moins en partie, au détriment de la santé et de la longévité des générations plus jeunes et futures, qui n'ont pas voix au chapitre dans ce débat. »

b. Ignorance et maladresse

Deuxièmement, ces partisan·es d'une technocritique *inclusive* s'accordent sur une méfiance envers le concept de *Nature*, étrangement assimilé à une porte d'entrée de l'écofascisme. De même qu'envers l'idéalisation, ou juste l'inspiration des modes de vie de certains peuples indigènes, autochtones (entendus comme peu ou pas du tout industrialisés, voire préindustriels [49]), assimilées à du survivalisme, du purisme, autre antichambre de l'écofascisme.

Ce déshonneur par association relève selon nous d'une ignorance maladroite, semblable à celle des libéraux. Des *révolutionnaires* pourraient eux aussi jouer de l'anathème, en qualifiant ces propos de biophobes et suprémacistes. Nous n'irons pas sur ce terrain. Cela dit, comment peut-on se prétendre écologistes, vouloir *défendre et habiter les milieux vivants, tout en dénigrant, ou en insultant, celles et ceux qui s'aventurent au plus près du monde végétal et animal non humain, des écosystèmes qui les lient ? Comment prétendre vouloir lutter contre toutes les oppressions, et balayer d'un revers de main les ethnocides, les génocides passés et présents qui ont anéanti des peuples peu ou non industrialisés, sacrifiés sur l'autel du progrès technologique ? Selon ces intersectionnel·les*, une démarche visant à renouer avec quelques-unes de ces traditions *primitives* (reconnaissances des plantes,

[49] Pour aller plus loin, nous reprendrons la définition de l'Observatoire Terre-Monde : « *L'autochtonie est un concept complexe, qu'il est essentiel d'expliciter. Le terme Autochtone est la traduction francophone la plus appropriée du terme "Indigenous", qui est souvent utilisé pour désigner l'ensemble des groupes qui maintiennent un lien pérenne et ancestral avec un territoire, une langue, des coutumes, et doivent lutter pour conserver une certaine autonomie à une échelle infranationale. Le terme d'autochtonie fait donc appel à un référentiel commun de luttes pour les souverainetés territoriales de peuples premiers dans un contexte d'Etats-nations hégémoniques imposés par l'Histoire coloniale.* » Malcom Ferdinand, Shela Sheikh, Aude Chesnais, Erwan Molinié, Marie Thiann-Bo, *Plurivers : revue d'écologies décoloniales* n°1, « Décoloniser le changement climatique », février 2024.

des animaux, fabrication d'outils, de récipients, construction d'abris avec des matériaux trouvés dans les forêts, cultiver un jardin en permaculture — héritière des modes de cultures préindustrielles) non pas pour « *y retourner* » mais apprendre de ces traditions (à moins qu'il n'y ait rien à y apprendre ?) ; à refuser de voir ces peuples comme d'éternelles victimes, mais comme des inspirations parmi d'autres, leur rendant ainsi une once de dignité dans une époque qui leur la nie : cette démarche serait une « *instrumentalisation néocoloniale* » ? Un « *critère* », voire carrément un « *pilier* » de l'écofascisme ?

Ces insultes odieuses envers les peuples autochtones, ou celleux qui s'en inspirent, sont d'autant plus choquantes que malgré les récidives, elles n'ont soulevé aucune vague d'indignation de la part des autres écologies radicales, y compris des plus *inclusives*. Elles pourtant si promptes à réagir aux offensives visant d'autres groupes marginalisés, elles qui portent si haut dans leurs discours la lutte contre *toutes* les oppressions. Comme si finalement, toutes les violences envers des communautés vulnérables n'avaient pas le même poids ? Ou bien la preuve des limites de cette seule ambition stratégique ? On notera enfin que, si la plupart des oppressions dénoncées à juste titre par la technocritique *inclusive* (racisme, sexisme, transphobie, etc.) ont été parfaitement intégrées dans le discours de la gauche et de l'écologie libérale (avec toute l'hypocrisie qui les caractérise), l'ethnocide des peuples autochtones n'est jamais évoqué. Au mieux sont-ils vaguement cités comme une forme de biodiversité lointaine à protéger, jamais comme des sujets aux pratiques inspirantes.

Aux radicaux côtoyant peu de personnes extra-occidentales, aux camarades exerçant une écologie qui refuse de se salir les mains, en faisant de leur subsistance leur quotidien politique, on pourra renvoyer vers le dernier rapport de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) sorti en décembre 2024 [50]. Présentant les interconnexions de cinq enjeux mondiaux, ou « *éléments nexus* » (la biodiversité, l'eau, l'alimentation, la santé et le changement climatique), ce rapport vient confirmer et étayer des décennies de consensus :

[50] IPBES, *Media Release: IPBES Nexus* Assessment, 2024 [41].

> « les connaissances et les pratiques des peuples autochtones et des communautés locales peuvent contribuer à la conservation de la biodiversité et à la gestion durable d'autres éléments du nexus » ; ou plus loin : « les systèmes alimentaires indigènes, fondés sur des visions du monde et des valeurs réciproques concernant l'équilibre entre l'Homme et la nature et l'utilisation durable de la biodiversité, fournissent des aliments durables et sains tout en contribuant à la conservation de la biodiversité et à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique. »

Philippe Grandcolas, écologue et biologiste de l'évolution, directeur de recherche au CNRS et membre de l'IPBES enfonce le clou :

> « L'agriculture aujourd'hui ne produit pas que des produits vivriers mais aussi de la biomasse pour les agro-carburants et des céréales pour l'alimentation animale. Il y a une transformation à faire, il faudrait revenir davantage vers une agriculture vivrière en circuit local. » [51]

L'ethnobotanique par exemple, étudiant les rapports des peuples humains au règne végétal, offre un éclairage fascinant pour aborder ces enjeux.

c. Paresse intellectuelle

Troisièmement, la technocritique *inclusive* entretient une confusion regrettable entre anti-civ et anti-tech, ces derniers ne faisant jamais référence aux modes de vie dit *primitifs* comme modèle à nécessairement reproduire.

En outre, les anti-civ auraient peu de chances d'être la voix dominante dans l'écologie radicale, et ont encore moins accès à un bouton magique pour immédiatement saboter l'entièreté de la civilisation (ce pouvoir se trouvant plutôt chez les technofascistes). Le courant anti-civ n'est destiné, selon nous, qu'à rester aux marges de notre famille pour incarner sa *limite ;* jusqu'où il serait théoriquement possible de se référer en termes de sociétés humaines durables, ou du moins largement moins destructrices.

Par ailleurs, voici les actions pratiques qui émanent de leur projet selon Dufoing :

[51] France Info, « Rapport sur la biodiversité : "Il faudrait revenir davantage vers une agriculture vivrière en circuit local", affirme l'écologue Philippe Grandcolas », 17 décembre 2024 [42].

(1) « *combattre la production industrielle et l'effacement des hommes devant les machines et l'État* » (relevant plutôt de la propagande, voire du sabotage ciblé — se rapprochant ainsi par exemple d'*Earth First !*) ;

(2) « *réapprendre [comment] survivre dans la nature sauvage* » (ce *réensauvagement* s'organise via des « *stages d'éveils des sens, de reconnaissances des plantes et des animaux, d'apprentissage de la traque et de la chasse, de la fabrication d'outils ou de récipients, de construction d'abris, voire de maison utilisant les matériaux locaux, trouvées dans les forêts. Ces expériences sont largement inspirées de diverses traditions de chasseurs-cueilleurs. On citera l'organisation* Earth Skills *ou encore* Wildroots ») ; et enfin, de manière plus réaliste

(3) « *trouver des alternatives concrètes à l'agriculture* », où « *trois projets alternatifs reviennent souvent dans leurs écrits et leurs pratiques : le Forest gardening — ou* "jardin forêt" *—, la Permaculture et le Natural Farming* ». Dufoing note sur ce dernier point que « *les autres courants de l'écologisme radical font aussi des références enthousiastes à ces trois projets alternatifs* » [52].

Le courant anti-civ ne pourra jamais atteindre l'hégémonie de notre camp. En revanche, la manière dont celui-ci et les anti-industriels ont décidé de trancher leur *dilemme éthique*, mérite plus d'attention — et surtout de respect. À notre connaissance, aucun autre courant de l'écologie radicale n'a fait autant pour visibiliser, intégrer, et par là soigner les peuples autochtones dans nos analyses et pratiques révolutionnaires.

Comme le rappelle brillamment Dufoing dans la conclusion de son *Écologie radicale :*

> « que l'on adhère ou pas aux corpus d'idées, de principes et de valeurs qui ont été exposés dans [son] ouvrage, qu'on les trouve éclairants, enthousiasmants, prophétiques, illuminés, critiquables ou carrément dangereux, il faudra toujours garder à l'esprit qu'ils n'ont, dans leurs intentions ou leurs objectifs, absolument rien à voir avec les idéologies morbides qui ont bouleversé le XX^e^ siècle. Pour paraphraser la belle phrase [de] Frisch, [ou de] Brecht, ils sont nés du refus du bruit des bottes, mais aussi du refus du silence des pantoufles. »

Nous regrettons de devoir encore rappeler cette évidence : aucun de nos courants n'a d'ambition similaire au technofascisme à abattre, et notre camp

[52] Dufoing, *op. cit.*

n'a pas le luxe de s'amputer de ses forces par purisme. L'écologie anti-civ, ou même anti-industrielle, pour ce qui concerne leur cadre de pensée du système techno-industriel et leur portée politique, sont des membres certes marginaux mais *indissociables* de l'écologique radicale. Et s'il fallait s'enquérir d'une auto-critique intestine, d'autres courants plus proches des cercles de pouvoir comme la décroissance, devrait faire l'objet d'une surveillance plus étroite.

Pour autant, l'hostilité horizontale répétée de militants radicaux envers d'autres, jusqu'à les taxer de *fascisme* (leur appliquant donc logiquement les méthodes d'ordinaire réservées à l'extrême droite) est une lourde erreur, tant éthique que stratégique. En associant la critique des anti-tech au camp ennemi, les *intersectionnel·les* évitent ainsi soigneusement d'y répondre. Autant d'erreurs qui pourrait nous coûter le seul moyen de rendre ce monde plus juste, mais surtout habitable.

3. *En synthèse*

Désignant à peu près tout et n'importe quoi, l'accusation d'écofascisme a de beaux jours devant elle. Pendant que l'on s'interroge si marcher pieds nus dans l'herbe aujourd'hui me fera faire un salut nazi demain, les technofascistes — les vrais —, celleux qui sont aux manettes du système techno-industriel et préfèreraient mourir (mais surtout tuer) que de le voir ralentir : celles et ceux là sont hilares et se frottent les mains.

Il est tout à fait exact que des personnes aujourd'hui opprimées par leur classe, leur sexe, leur genre, leur handicap, leur race, ou tout autre facteur de discrimination, ici ou ailleurs, voient dans le système techno-industriel — à tort ou à raison — une forme de délivrance et le défendent. Il n'en demeure pas moins exact que d'autres personnes aux identités similaires, ici ou ailleurs, voient dans ce système une cible à abattre, et envisagent son effondrement comme un regain de liberté et de dignité collectives. Certaines d'entre elles ont même, au-delà de leurs identités, des pratiques ou organisations sociales égalitaires, protectrices, soucieuses des plus fragiles. Nous sommes solidaires de celles-ci.

Aussi, contrairement à celleux qui n'envisagent la pertinence d'une idée qu'à l'aune de l'identité (réelle ou supposée) de celui ou celle qui l'émet,

pour sortir de la binarité dans laquelle leur débat stérile nous enferme, nous croyons possible d'adopter une technocritique révolutionnaire *et* inclusive.

Bien entendu, abattre le système technologique ne fera pas disparaitre toutes les oppressions, mais nous avons l'ardente conviction qu'elles deviendront moins dures à combattre une fois réduites à *échelle humaine*, ces oppressions étant aujourd'hui *décuplées* par ce système — à commencer par l'arsenal illimité de la technopolice, des armées ou des télécommunications de masse.

Pour autant, c'est précisément puisque ces oppressions survivront certainement au démantèlement que notre révolution sera aussi celle du soin envers les plus vulnérables. Nous souhaitons incarner dès maintenant le monde que nous voulons voir advenir.

IV. Pour une technocritique révolutionnaire et inclusive

1. Présentation d'un mouvement allié

Il est temps pour nous de présenter un collectif ciblé depuis plusieurs mois par les insultes et les calomnies décochées par une certaine technocritique *inclusive*.

Anti-Tech Resistance (ATR) [53] est un mouvement qui se définit comme écologiste, technocritique et révolutionnaire, avec pour unique objectif de « *stopper et démanteler entièrement le système technologique né de la première révolution industrielle* ». Cet objectif est donc identique au nôtre, mais ATR se distingue entre autres par son organisation *hiérarchique* là où nous avons fait le choix d'une organisation plus *consensuelle*. Comme le décrit Aric McBay dans son ouvrage *Full Spectrum Resistance*, il existe

[53] Le site d'ATR : <https://antitechresistance.org/>

plusieurs « *tensions organisationnelles* » dans l'histoire des mouvements de luttes : petit ou grand, centralisé ou décentralisé, formel ou informel, consensus ou hiérarchie, etc. Le choix dépend du contexte, des objectifs, etc. Bien que non hiérarchique, VNPS est un collectif formel (un document écrit précise notre objectif et nos stratégies ; nous avons une liste formelle de membres ; et trois niveaux d'organisation) et – vaguement – centralisé. Ceci car selon McBay :

> « l'organisation formelle, même si elle n'est pas forcément hiérarchique, augmente énormément les chances de succès d'un groupe, surtout quand elle est associée à une centralisation. Les groupes formels et centralisés ont les meilleurs résultats. En revanche les groupes informels et décentralisés échouent presque toujours. » [54]

Ce choix de la hiérarchisation d'ATR entraîne de nombreuses choses intéressantes : des formations régulières sur la technocritique, la stratégie militante ou la culture de sécurité ; une forte présence sur les réseaux sociaux pour diffuser ces analyses ; mais aussi des rencontres où se mêlent randonnée et trail running, stages de survie et *bushcraft*, maraîchage et chantiers participatifs, sports de combat et *self-defense*. Le revers de la médaille consiste en une structure parfois rigide, l'exigence d'une discipline contraignante, mais aussi des dérives que leurs détracteurs qualifient d'autoritaires. Au cours de leur récent coup d'éclat début février 2025 pour le contre-sommet de l'IA à Paris, ATR a opté pour des actions d'agitation en vue de recrutements, notamment des prises de parole perturbatrices souvent invectivantes envers de potentiel·les allié·s, frôlant parfois le dogmatisme. De même pour ce rejet rhétorique des luttes dites intersectionnelles. Nous n'aurions pas fait ces choix, qui là aussi entravent selon nous notre capacité d'organisation collective. Ceci dit, étant donné l'ampleur du désastre ambiant, nous estimons que ces choix opérationnels distincts des nôtres, et les écueils qui en découlent, ne sont pas bien rédhibitoires.

Mais l'essentiel des critiques et des opprobres qui leur sont adressées ne tiennent pas tant à leur structure ou actions récentes, qu'à leur analyse politique. Et c'est sur ce point que nous souhaitons insister.

En effet ATR, le courant de pensée qu'ils incarnent, n'échappe à presqu'aucune des insultes listées plus haut venant des *intersectionnel·les :*

[54] Aric McBay, *Full Spectrum Resistance*, Editions Libre, 2021.

validiste, transphobe, écofasciste. On espère l'avoir montré, ces attaques ne sont pas fondées, et sont même problématiques à plusieurs niveaux. Comble de l'ironie Alex B., la personne trans résolument *révolutionnaire* citée plus haut, évoque de manière positive *La société industrielle et son avenir* (1995) du mathématicien et terroriste Ted Kaczynski (Unabomber). Non pas en cautionnant ses gestes mais son analyse. Ce détail a son importance car l'inspiration que trouve ATR dans les ouvrages de Kaczynski [55] sert aussi régulièrement de preuve de leur écofascisme.

Un extrait du blog d'ATR ressort enfin régulièrement comme pièce à conviction :

> « "Et les patients branchés, vous en faites quoi ?!", nous rétorque-t-on parfois. Mais sommes-nous seulement responsables d'avoir lié le maintien de leurs fonctions vitales à celui d'un réseau électrique ? » [56]

Si malgré notre démonstration ce passage est toujours aussi choquant pour les DZH ou d'autres technocritiques *inclusives*, alors l'extrait d'Alex B. cité sur le sujet (« *si le système techno-industriel s'effondrait demain, peut-être serais-je parmi les victimes, peut-être que certaines des personnes qui me tiennent le plus à cœur seraient parmi celles qui ne pourraient pas survivre, mais au moins pour toutes les autres, il y aurait la liberté* »), encore plus explicite qu'ATR, devrait aussi être âprement critiqué. Il y est pourtant cité généreusement par DZH comme une référence de « *texte féministe* [comprendre inclusif, acceptable] *qui ne soit pas pro-technologie* [c'est le moins qu'on puisse dire] » [57].

À notre connaissance, il n'existe aucune étude, et encore moins de consensus, sur le nombre de morts et de souffrances graves qui seraient causées — mais aussi, à l'inverse, qui seraient évitées ! — par l'effondrement provoqué du système techno-industriel. Seulement voilà, comme l'argumentent très justement les *révolutionnaires* tel qu'Alex B. ou ATR : ce système finira tôt ou tard par s'effondrer *de lui-même*. Et il engendrera très probablement les mêmes souffrances qu'il aurait engendrées si cet effondrement avait été provoqué — voire peut-être pires, étant donné que la biosphère (dont nous dépendons davantage que du système technologique

[55] Notamment Theodore John Kaczynski, *Révolution anti-tech : Pourquoi et comment ?*, Editions Libre, 2021.
[56] ATR, « Anti-tech, vraiment ? Et les progrès de la médecine hein ?! », 21 septembre 2023 [43].
[57] Desert'Heureuses, *op. cit.*

pour survivre) est chaque jour plus sévèrement dégradée tant que le système perdure. Si l'on tient à mettre un aussi lourd bilan sur le dos des *révolutionnaires*, en cas de chute provoquée du système, qui doit-on accuser pour les morts futures causées par la chute *de lui-même* dudit système ? Qui doit-on accuser pour les dégradations chaque jour plus sévères de la biosphère ? Sommes-nous autorisé·es d'être en colère, et de vouloir la diriger sur des machines plutôt qu'exclusivement sur des gouvernements ou des ultra-riches ? En laissant le soin de gérer l'effondrement de ce système aux seuls forces militaires et étatiques – renforçant encore leur contrôle sur nos vies – en qualifiant quiconque voudrait s'autonomiser sérieusement de *survivaliste* (d'extrême droite donc, infréquentable), ne laisserions-nous pas le champ libre au fascisme ? Autant de questions cruciales qui ne seront pas posées, ou très peu, par les *intersectionnel·les*.

2. Autocritique de notre technocritique

On en arrive enfin à la critique sur l'analyse et la stratégie que nous pourrions faire à ATR, qu'à vrai dire nous adressons aussi à nous-mêmes. La technocritique *révolutionnaire*, dans les limites de notre connaissance partielle et partiale, manque certainement selon nous de prospectives, d'imaginaires désirables, sur les manières dont nous pourrions lutter contre les discriminations, et prendre soin les uns des autres dans un processus de démantèlement.

Avant toute chose, nous devons admettre que notre objectif est certes lucide, honnête, mais pas moins intimidant, voire inquiétant. Il donne le vertige, tant il a été oublié voire honni par notre famille politique.

Certes, notre camp — des décroissant·es de bureaux aux anti-civ des fonds des bois, des maniaques d'efficacité aux plus soucieux·ses du bien-être des autres — doit d'abord se mettre d'accord au plus vite sur la cible à abattre. Seulement, ses contours précis sont encore flous. Il faudrait définir ensemble des cibles intermédiaires, plus accessibles et consensuelles, puis s'organiser pour les atteindre. L'adhésion pleine et entière à la dernière phase de notre objectif se fera avec le temps et la confiance. Puis une fois ce cadre fixé, nous devrions nous laisser influencer sur les moyens d'arriver à nos fins. L'expression de nos valeurs, de certaines priorités éthiques,

culturelles ou identitaires, peuvent bénéficier autant à nos luttes qu'à notre bien-être collectif.

Pour calmer les inquiétudes sincères sur notre projet, nous pourrions dire que même avec une internationale révolutionnaire, opérationnelle dès demain, plusieurs générations d'efforts seront probablement nécessaires à la chute provoquée du système technologique. Et qu'au cours de ces efforts, tant que le système se *maintient, notre éthique s'attachera à ce que les plus vulnérables d'entre nous bénéficient des meilleurs soins modernes* possibles, soins graduellement complétés par des techniques plus douces, durables, conviviales, par le temps libéré à notre autonomie collective. Au cours de ces efforts, peut-être à leur terme, nous avons la croyance fondée — bien qu'indémontrable — que les nouvelles générations seront moins affectées par les maladies causées aujourd'hui directement par ce système.

Nous manquons de projections plus fines sur les détournements infinis de cette myriade de ruines : ces machines et ferrailles extraites de la croûte terrestre, qui resteront là et que nos bricolages pourront soulager les plus fragiles ; ces vêtements déjà produits qui pourraient habiller plusieurs fois l'humanité entière ; ces corpus étayés sur le monde végétal et ses vertus ; etc.

D'autre part, nous sous-estimons la place de la maladie et de la mort dans l'imaginaire occidental, et devons comprendre davantage l'émotion, pour ne pas dire l'angoisse poignante qu'elle engendre chez certain·es plus que chez d'autres. Un éventuel détour par la sensibilité spirituelle de l'écologie profonde, complétée par des approches d'ethnologie, pourraient peut-être aider à repenser cette place. Sans aller jusqu'aux cosmovisions des peuples non-contactés ou des tribus amazoniennes, on peut penser aux Antilles françaises comme territoire plus familier dont la population s'est très peu vaccinée pendant le Covid-19. Tant par méfiance politique qu'attachement culturel, Martiniquais·es et Guadeloupéen·nes ont alors privilégié l'usage d'une plante médicinale indigène — la « *zeb a pik* » (ou *Neurolaena lobata* et espèces affines) — malgré une efficacité non démontrée.

Dans leur revue publiée en 2023, trois ethnobotanistes concluent ainsi leur étude de ce phénomène :

> « Comme dans le cas de plusieurs espèces avidement recherchées pour leurs vertus médicinales au cours de l'histoire coloniale (par exemple le Quassia – Quassia amara L.), l'enjeu culturel, voire identitaire, vient parfois se superposer

> aux aspects thérapeutiques. Les témoignages recueillis semblent montrer que le complexe d'espèces que constitue l'ethno-taxon *zeb a pik* a été instrumentalisé dans des discours idéologiques liés à la vaccination et aurait contribué à diviser l'opinion publique martiniquaise durant la période de pandémie. Cette relation complexe, entre trauma colonial et scepticisme historique face aux vaccins, mérite cependant d'être explorée de façon plus globale et plus fine en ce qui concerne les relations des populations des Antilles françaises à la biomédecine en général et aux politiques de santé publique nationales. » [58]

Cet exemple illustre selon nous un rapport complexe à la mort, distinct du *moderne*, et s'exprimant au travers de peuples pas si facilement réductibles à des antivax complotistes d'extrême droite.

Avons-nous assez illustré à quel point des personnes non valides (disons, celles qui n'ont plus de motricité dans les jambes) peuvent elles aussi s'épanouir, vivre bien, dignement, dans la paysannerie (en accompagnant leurs camarades de champ au tambour, au chant, aux repas…), l'artisanat (via la vannerie, la poterie, la poésie…) ou certaines tâches administratives (subventions agricoles…) ?

N'oublions jamais de rappeler que notre combat pour la subsistance est aussi, précisément, un combat pour la promotion des personnes opprimées et leurs pratiques essentielles à la vie. Passer du temps avec des enfants, des personnes âgées ou en situation de handicap (un temps souvent bien plus déterminant pour le bien-être que des technologies de pointe), prendre soin d'un jardin, d'animaux, d'une forêt, entretenir un foyer, un quartier ; autant de tâches *ingrates*, plus dénigrées que jamais par le « *fantasme de délivrance* » [59] du système technologique, et principalement réalisées par des femmes, pauvres et racisées.

Notre souci d'efficacité révolutionnaire est aussi une urgence de soin et d'inclusivité. À ce titre, le rejet quasi dogmatique d'ATR envers les luttes dites *inclusives* nous semble problématique et contre-productif [60]. Sous prétexte de l'instrumentalisation *réelle* de ces luttes par la gauche libérale, ATR pourrait *jeter le bébé avec l'eau du bain*.

---

[58] Marc-Alexandre Tareau, Alexandre Thésée et Guillaume Odonne, « Perceptions et changements d'usages de zeb a pik (Neurolaena lobata et espèces affines) à la Martinique », *Revue d'ethnoécologie* n°24, 2023 [44].
[59] Aurélien Berlan, *Terre et liberté. La quête d'autonomie contre le fantasme de délivrance*, La Lenteur, 2021.
[60] Voir par exemple : Pays des Alternatives (Instagram), « Pourquoi ATR n'est pas allié de nos luttes », 2025 [45] ou Mouton numérique et al., « ATR : Ni de gauche, ni de droite, mais bien réac. Pourquoi la technocritique d'Anti-Tech Resistance n'est pas la nôtre », 30 juin 2025 [46].

En d'autres termes, malgré l'obligation de résultat et d'efficacité que l'Histoire nous impose, nous devons rendre plus palpable et effective notre inaliénable compassion.

3. De l'urgence de mieux cibler nos ennemis

Nous tenons à l'assumer malgré le risque d'ostracisation : ATR fait partie de nos camarades, bien que nous ne partagions pas tous leurs choix stratégiques, et espérons ne pas avoir à assumer ceux que nous avons nous-mêmes évités. Plus généralement, le courant révolutionnaire anti-tech est selon nous le plus lucide et convaincant de l'écologie radicale. Ses adeptes, qui comptent parmi nos ami·es, sont loin d'être moins sociables ou attentionné·es que les autres.

Voilà d'ailleurs d'expérience un autre critère indispensable à nos choix d'alliances. Bien que plus subjectif et informel que les précédents, il sera probablement le premier à trancher en cas de doute. Il s'agit du *sentiment de camaraderie*, subtil mélange d'exigence et d'indulgence, faite d'écoute, d'estime et de respect mutuel, où l'on sait se remercier, demander pardon, se rattraper. Des qualités qu'on peut retrouver sans conteste chez nombres d'anti-tech, et dont peuvent manquer certains milieux inclusifs.

Pour autant, nous partageons le souci de soin et d'attention aux discriminations exprimé par l'écologie intersectionnelle. Nous valorisons la vigilance portée aux voix minoritaires des débats. Comme elles et eux, c'est de notre colère contre toutes les dominations qu'est fait notre quotidien politique. Grâce à ce courant, nous avons su qu'il existait des écologies intimement liées à nous-mêmes, à nos identités personnelles : de l'écologie décoloniale à l'écoféminisme de subsistance. Sans ce courant, notre révolution serait abstraite et désincarnée.

Par conséquent, les DZH et autres nuances de technocritique *inclusive* évoquées plus haut, sont aussi nos alliées. Mais soyons modestes, les mouvements qui s'en revendiquent n'ont pas, malgré leur discours, le monopole du soin dans la lutte. Leur lecture de la technocritique et leur stratégie révolutionnaire, elles, ont encore une grande marge de progression.

Quoi qu'il en soit, nous n'avons pas le luxe de diviser nos forces — si tant est que nous voulons bien la même chose.

Concernant les Soulèvements de la Terre (SDT), réceptacles d'autant de critiques que de louanges des *révolutionnaires* et des *intersectionnel·les*, nous les suivons et les soutenons depuis le premier jour. VNPS a rapidement rejoint la coalition d'organisations ayant déposé recours et interventions volontaires contre leur dissolution. Même si comme ATR, nous pouvons regretter l'ambivalence de leur stratégie [61] — où l'on devine des courants *inclusifs* et *révolutionnaires* se livrer bataille, parfois au prix de décisions absurdes (comme le *cancelling* dont ATR paye les frais) — : nous considérons les SDT comme le mouvement écologiste le plus conséquent des dernières décennies en France. Pas seulement radical, mais écologiste tout court, tant ils ont su créer des failles et des scissions chez les libéraux, au profit des radicaux. L'autonomie paysanne et l'action directe n'avaient pas fait autant parler d'elles depuis longtemps. C'est donc avec d'autant plus de regrets que nous constatons leur hostilité grandissante envers la technocritique *révolutionnaire*, se servant de désaccords avec ATR pour déradicaliser leurs propres analyses et ambitions [62]. Plus récemment, les témoignages de la volonté d'hégémonie idéologique des SDT, de leur vampirisation des luttes couplé à une structure hiérarchique non assumée, se sont accumulés [63]. L'avenir nous dira leur manière d'y répondre.

S'agissant enfin des discriminations, nous espérons avoir suffisamment exposé en quoi les propos tenus par une certaine technocritique *inclusive* peuvent s'inscrire dans une posture discriminante envers les communautés autochtones, paysannes, attachées à leur subsistance, mais aussi envers la nature et les générations futures. Leur vision trouble de l'*écofascisme* incrimine plusieurs catégories d'individus vulnérables, dont les pratiques sont parfois héritées de croyances culturelles voire identitaires, souvent liées à la nature, renforçant par-là les oppressions ethnocidaires que ce système leur fait déjà subir.

---

[61] Objet de critiques virulentes de la part d'ATR, notamment sur l'ambivalence de la stratégie des Soulèvements de la Terre : Anti-Tech Resistance, « Soulèvements de la terre : quand la gauche "désarme" l'écologie », 7 janvier 2025 [47]

[62] Voir : *Chez Renart*, « Les Soulèvements de l'industrie verte », 28 mars 2025 [48] ou Ricochets, « StopMicro printemps 2025 – Rapport de terrain », 11 avril 2025 [49].

[63] *Soulagées de l'Isère*, « Rien qu'une fois faire des vagues – Témoignage critique des Soulèvements de la Terre », 2 juin 2025 [50].

De la même manière, les propos d'une certaine technocritique *révolutionnaire* peuvent s'inscrire dans une posture discriminante envers les personnes non valides, dépendantes ou attachées à la modernité techno-industrielle, voire celles qui priorisent des luttes contre d'autres formes de violences sociales, parfois liées à leur identité (sexe, race, genre, classe, etc.).

Fort heureusement, d'un côté comme de l'autre, nous n'avons jamais constaté de discours et pratiques qui répètent ou couvrent des discriminations raciales, sexistes, etc. Dans ce cas-là, la rupture serait actée. Nous y voyons plutôt de la maladresse, comme il en existe dans tous les milieux (y compris d'extrême-gauche) mais qui ne s'est jamais matérialisée en actes. Rien qui ne nous empêche de faire alliance donc.

Le racisme d'État, les génocides ou les défilés néonazis sont des menaces déjà bien trop effrayantes pour nous créer de nouveaux ennemis sur base d'une phrase tronquée dans un blog.

Une fois de plus, malgré nos biais et maladresses, nous espérons que notre texte parviendra à dénouer certaines crispations entre nos camarades et ami·es, en esquissant les pistes d'une reprise du dialogue.

Et si par manque d'affinité, la rupture est consommée entre certains collectifs de notre camp, qu'aucun retour en arrière semble possible, sachons faire preuve de discernement en respectant les alliances des uns et des autres, tant qu'aucune de ces deux lignes rouges n'est franchie : la collaboration avec l'ennemi, ou l'intégration de discriminations comme analyse et pratique politique.

Chose peu commune, nous aimerions conclure en nous présentant plus en détail, afin de rendre plus concrète notre technocritique révolutionnaire et inclusive.

V. Notre technocritique en pratique

1. Contexte caribéen

Nous, Mathilde et Jérémy, nous représentons la branche caribéenne de VNPS.

Arrivé·es en 2022 à la Martinique, nous y vivons depuis plus de trois ans, après un mois à la Guadeloupe pour nous initier aux traditions agricoles et alimentaires locales. Notre attachement à ces îles s'explique par nos racines, la mère de l'une étant Guadeloupéenne, le père de l'autre Martiniquais. Par notre métissage tant génétique que culturel, complété par des engagements politiques post-désertion variés, nous étions attiré·es par le mode de vie que ces destinations offraient à notre imaginaire. Le hasard nous a fait hériter d'un terrain agricole familiale en friche dans une commune pluvieuse de la Martinique, c'est donc là que le vent nous a mené·es. Plus de dix ans d'abandon avaient rendu l'ancien jardin nourricier à l'état de forêt tropicale. Seuls quelques cocotiers, un arbre à pain, à caramboles, un caféier, et plusieurs variétés de manguiers envahis par les lianes, témoignaient d'une présence humaine passée.

Dès nos premiers jours, sans préparation, nous y avons élu domicile dans les plus simples conditions, sans eau courante ni électricité, sans salaire ni voiture. Une flamme brûlait dans nos coeurs, sans doute animé·es par ce qu'un oncle a vu comme l'appel des ancêtres et de la nature. Par manque de prévoyance, d'organisation, nous n'avons pas trouvé de *wwoofing* ou d'agriculteur·ices pour nous héberger. Ce terrain a donc été notre maison pendant près de deux ans.

Le but de cette expérimentation sociale pourrait se résumer ainsi : mettre à l'épreuve du réel notre soif d'autonomie, de reconnexion au monde vivant et de moindres dépendances aux technologies industrielles. Nous en avons documenté ses difficultés, ses contraintes, mais aussi ses rencontres et moments de grâce, dans un journal de bord (peut-être un jour traduit en un

livre ?), ainsi qu'une série-documentaire amateur accessible en ligne : *Enquête de résistance et d'autonomie depuis le monde caribéen* [64]. De notre vie, nous n'avons jamais autant appris sur nous-mêmes, notre entourage, la vie sauvage, et réduit la distance entre nos idées et nos conditions matérielles d'existence.

2. Bilan d'une enquête d'autonomie

a. Un rapport biaisé au confort moderne

S'il fallait résumer cette expérience, disons d'abord que nous avions excessivement sous-estimé nos capacités d'adaptation à un environnement entièrement naturel, non industriel. Par exemple, l'accès permanent à l'électricité ne nous a jamais vraiment manqué. Bien sûr, nous rechargions nos téléphones deux à trois fois par semaine à l'occasion d'expéditions dans des cafés, restaurants, pour nos lessives ou nos courses. Nous étions cela dit ravi·es d'enfin réduire notre addiction aux écrans. La vie éveillée se faisait au rythme du soleil, d'environ 6h à 18h. Nous retrouvions goût à la lecture, grâce à des petites lampes frontales à pile, et notre sommeil n'a jamais été aussi bon avec des nuits de 10 heures en moyenne. Pour l'eau, le bilan est plus mitigé car n'ayant pas su mettre au point des techniques de potabilisation, nous ne buvions que de l'eau en bouteille (avec tous les dégâts que l'on sait). L'achat d'une carafe filtrante aurait dû être plus précoce.

Les rivières qui bordaient le terrain firent office de salles de bain, avec la surprise de ne plus regretter l'eau chaude en quelques semaines. En revanche, les jours de fortes averses compromettaient l'accès aux cours d'eau et, faute d'alternative, nous devions attendre le lendemain. Notre vaisselle se faisait aussi à la rivière. Des moments suspendus, hors du temps, d'une rare intensité. De manière générale, notre hygiène était assez stricte pour ne déplorer aucune maladie en deux ans.

Nous pouvons dire sans exagération que nous n'avons jamais vraiment souffert. Dès qu'un manque se faisait ressentir de manière trop vive, que nous ne pouvions l'assouvir de nos propres mains (notamment grâce aux

[64] VNPS, « Enquête de Résistance et d'Autonomie depuis le monde caribéen », 2022 [51].

innombrables touffes de bambous qui jonchaient la rivière), nous faisions le compromis le moins industriel possible : en achetant une étagère, un petit matelas, des outils, etc.

L'idée sous-jacente était que nos besoins étant biaisés par une surabondance matérielle qui nous entoure depuis toujours, il fallait partir d'une sobriété drastique, puis monter en confort à mesure de nos indispositions. Outre leur empreinte matérielle conséquente, l'installation d'un générateur électrique, ou de petits panneaux solaires par exemple, n'aurait pas été pertinente compte tenu de nos besoins.

b. L'importance d'un confort minimal sécurisant

L'autre grande leçon tirée de ces deux années en forêt tient en l'importance prioritaire, trop négligée, d'un lieu de repos et de détente accessible à tout moment. La pluviosité en ces lieux étant la plus intense de l'île, la boue devint notre indésirable convive quotidien. La construction d'un abri conséquent aurait donc dû être prioritaire, quitte à faire des concessions sur le ciment et le bois traité de façon industrielle. Un tel confort est indispensable, non seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour les éventuels soutiens ne voulant pas s'imposer ces conditions de vie trop curieuses. Nous avons retardé la construction de cet abri car nous voulions à tout prix rencontrer une personne capable de le créer de manière artisanale, vernaculaire, en accord avec les éléments à portée de main (pierres, argile, bois, bambous, feuilles de cocotier, etc.), mais aussi avec la tradition culturelle de cette région du monde. Une manière de renouer avec nos ancêtres et des techniques plus démocratiques. Hélas ici comme partout, ce savoir-faire qui n'est jamais juste utilitaire, mais aussi vecteur de lien social, a été perdu. Une manifestation parmi tant d'autres de l'ethnocide planétaire.

La première année passée à nous adapter, nous former, trouver nos repères, lutter aussi, nous avons transigé sur l'habitat semi-industriel et fait appel à un ami pour nous construire une petite case en bois. Nous l'avons construite ensemble, de nos mains, en lui demandant de ne faire que les fondations en béton, la charpente en bois traité, et le toit en tôles d'inox. Nous nous chargerions à deux, toujours en simples amateur·ices naïfs et orgueilleux, de la construction des murs. En bambou, bien sûr. On nous a

promis qu'ils seraient pourris ou dévores par les termites en quelques semaines… Deux ans après, à la suite de longs mois d'efforts, ils tiennent toujours !

Nous avons bricolé une porte et des fenêtres, à partir de celles dont quelqu'un, quelque part, cherchait à se débarrasser.

Nous n'avions toujours pas d'eau courante, ni d'électricité, mais nous avions fait le choix d'un réchaud et d'une bouteille de gaz (après un an à faire cuire nos plats sur trois pierres, quelques brindilles humides, du journal et de la fibre de coco), d'installer un sommier en bois fabriqué par un ami artisan, et d'investir dans quelques meubles de seconde main (une table, deux chaises, une étagère). Le gain en confort a été spectaculaire. Nous nous étions embourgeoisé·es !

c. La paysannerie comme exploration sociale et écologique

L'erreur précédente a lourdement pénalisé nos travaux agricoles. N'y connaissant rien, nous nous formions avec les petit·es agriculteur·ices accessibles à pied autour de chez nous. Des rencontres inoubliables nous ayant permis d'appréhender l'ardeur du métier auprès de figures passionnées, gardiennes d'un héritage s'incarnant dans leurs jardins. Ce fameux *jardin créole*, au croisement des cultures *Kalinago* [65] et marronnes, fait d'associations de cultures patrimoniales, vivrières, sans pesticides et peu mécanisé, où les plantes aromatiques et médicinales sont des membres de la famille. Nous avons eu le privilège de discuter en travaillant avec des ouvrier·es agricoles, souvent haïtien·nes, de mesurer leur courage et leur endurance hors du commun. Victimes de discriminations, de calomnies liées à leurs croyances spirituelles souvent *vaudou* et leurs usages intensifs (réels ou supposés) de produits chimiques, la paysannerie haïtienne est aujourd'hui un pilier de l'agriculture martiniquaise. Les Martiniquais·es boudent le travail de la terre, dévalorisé comme partout par le modèle culturel dominant, et cette fracture se double ici au trauma de l'esclavage colonial. Pour ne rien arranger, les jeunes partent étudier puis travailler en Hexagone, faisant de l'île le plus vieux département français.

[65] Les Kalinago, aussi appelés Caraïbes, sont un peuple autochtone des Caraïbes qui habitait principalement les Petites Antilles avant et pendant la colonisation européenne. Connus pour leur résistance farouche aux colons, ils vivent aujourd'hui principalement en Dominique (île située entre la Martinique et la Guadeloupe), où une réserve leur est officiellement reconnue.

En échange de notre *koudmen*, cette pratique d'entraide traditionnelle de la petite paysannerie caribéenne, nous repartions avec un panier de fruits, de légumes, des plants ou des graines, mais surtout avec des connaissances pratiques et théoriques sur les fondements d'une véritable autonomie matérielle — condition nécessaire à toute autonomie politique.

Nous étions aussi ému·es d'apprendre que nous n'étions pas seul·es dans notre démarche. Les communautés rastas, très présentes dans les Caraïbes, sont non seulement pionnières en matière d'autosuffisance, mais restent encore aujourd'hui parmi les dernières à s'organiser pour continuer de la pratiquer [66].

À part quelques ananas et piments plantés de nos mains, mais surtout du coco et des fruits à pain plantés quelques décennies plus tôt par un grand-père prévoyant, nos efforts n'ont pas suffi à nous nourrir de cette terre miraculeuse. Toute notre énergie fut déployée dans le bricolage hasardeux d'outils, de mobiliers et d'abris rudimentaires, l'apprentissage auprès de nos voisin·es, l'entretien de voix d'accès à la rivière, le désherbage manuel de zones de plantations, la création d'une pépinière rapidement submergée par les eaux et, enfin, la culture de café et de cacao.

Cette dernière, connue pour être un pilier de l'agroforesterie tropicale, s'est avérée bien moins exigeante que le maraîchage ou le vivrier. D'ailleurs, comme d'autres camarades paysan·nes, ce choix de privilégier café et cacao fut aussi motivé par un taux faible mais réel de chlordécone sur notre terrain. Cultiver des dachines, des patates ou du manioc, ces légumes racines à la base du régime alimentaire caribéen, devient risqué tant la molécule toxique et persistante se fixe dans les racines. Nous devions, littéralement, *cultiver des milieux impurs*.

3. Bilan de nos résistances

Pour notre troisième année à la Martinique, nous avons retrouvé une vie en appartement, en abandonnant un peu, la mort dans l'âme, notre terrain devenu notre ami. Notre expérience immersive de technocritiques naturien·nes a donc prit fin, mais loin de là notre combat. En effet, notre

[66] VNPS, « Episode 12 | L'Autosuffisance », 24 mars 2024 [52].

quête d'autonomie n'a jamais laissé de côté celle de résistance. Elles se nourrissent l'une l'autre, car nous croyons en la nécessité d'un mouvement qui marche sur deux jambes : une défensive qui construit *l'après ;* l'autre offensive qui déconstruit *l'avant*.

Nous avons ainsi accompagné et couvert le parcours anti-chlordécone de la marche mondiale contre Monsanto-Bayer et l'agrochimie [67] ; nous avons campé sur une plage pour la sauver de l'érosion, intimidé·es par la gendarmerie, et finalement contribué à un élan citoyen pour donner des droits à la nature [68] ; nous avons pris part à des actions directes contre l'urbanisation d'une mangrove [69] ; plus tant d'autres luttes ayant nourri des alliances, des amitiés, avec le tissu militant martiniquais.

Aujourd'hui par nos engagements, grâce aussi à une désobéissance civile qui nous a réuni, nous sommes partenaires du COAADEP (Collectif des ouvrier·es agricoles et leurs ayant droits empoisonné·es par les pesticides) pour obtenir justice et réparation contre le scandale sanitaire du chlordécone.

Nous avons intégré la DIPA (Défense des Intérêts des Petits Agriculteurs) pour les soutenir dans leurs démarches administratives, et relancer la pratique ancestrale du *koudmen* auprès d'agriculteur·ices vieillissant·es, parfois affaiblil·es, qui nous remercient de leur offrir ce vent d'énergie.

Nous organisons des ateliers de reconnaissance ou de transformation des plantes médicinales, à la fois remèdes et médiatrices spirituelles indissociables du patrimoine culturel caribéen. Nous le faisons avec Emmanuel Nossin, pharmacien, ethnopharmacologue reconnu et ancien coordinateur du programme TRAMIL [70]. Ce réseau s'appuie sur l'expérience des peuples de la Caraïbe pour plaider en faveur de plantothèques médicinales d'urgence sur ces territoires, permettant de prévenir les défaillances actuelles et à venir de la médecine moderne, notamment en cas de catastrophes naturelles. Nous constatons que les participant·es de ces

[67] VNPS, « Parcours Anti-Chlordécone dans le cadre de la Marche mondiale contre Monsanto-Bayer & l'Agrochimie », 22 septembre 2022 [53].
[68] VNPS, « Sauvons les Salines », 24 novembre 2022 [54].
[69] VNPS, « Non à l'urbanisation de la mangrove de l'Anse Mitan », 24 février 2023 [55].
[70] Créé dans les années 1980 depuis Haïti et la République dominicaine, la mission du programme TRAMIL (TRAditional Medicines for IsLands) est de valider scientifiquement les usages traditionnels de plantes médicinales pour les soins de santé primaires : <https://www.tramil.net/fr>.

ateliers sont majoritairement des femmes, la plupart âgées et souffrantes de problèmes de santé chroniques. Ce faisant, elles renouent avec une tradition ancestrale, font vivre en elles l'héritage des guérisseuses marronnes et des premiers peuples amérindiens. Rappelons en effet ici que les femmes *Kalinago* jouaient un rôle central dans l'organisation du jardin nourricier, assurant la subsistance du groupe, et leur conférant une autorité significative sur l'alimentation et la sécurité alimentaire de la communauté.

Plus généralement, la Caraïbe est l'un des bassins océaniques les plus exposés au risque sismique dans le monde, ainsi qu'aux cyclones tropicaux avec un risque annuel élevé durant la saison cyclonique. Un formateur spécialisé sur ces risques nous apprenait que la fine connaissance de certains signaux empruntant aux savoirs autochtones (par l'observation du comportement inhabituel d'animaux par exemple), lui avait été rapportée par des victimes. Poussant son raisonnement jusqu'à ces retranchements, Emmanuel Nossin défend également l'usage de techniques *démocratiques*, conviviales et autonomes, non industrielles (pilon-mortier pour broyer les plantes, chauffe-eau solaire pour les tisanes), afin de pallier l'absence de courant qu'un cataclysme pourrait engendrer. Loin de la caricature survivaliste d'extrême-droite dessinée par certains radicaux, l'organisation individuelle et collective à des situations d'urgence sanitaire, à l'effondrement de certaines structures techno-industrielles, au *black-out* ; revêt ici une importance vitale pour les plus vulnérables. L'absence de préparation en cas de pénurie énergétique et matérielle devient ici une cécité de privilégié·e.

Nous avons contribué à la lutte contre la vie chère dans les Outre-mer, en engageant fin 2024, avec nos amis Alexandre et Maxime Renahy [71] de l'association *Lanceur d'alerte*, une assignation en justice pour publication des comptes de GBH (Groupe Bernard Hayot). La famille Hayot, la plus puissante de la caste béké de l'île (Blancs créoles descendants des colons esclavagistes), domine en effet la grande distribution de plusieurs territoires ultra-marins [72], et leur *intégration verticale* — présence d'un acteur aux différents niveaux de la chaîne — « *rend les marges réalisées par les*

[71] Co-fondateurs du média Lanceur d'Alerte : <https://www.lanceuralerte.org/>.

[72] *Mediapart*, « En outre-mer, une caste patronale et des lobbys tout-puissants », 24 juillet 2021 [56].

intermédiaires et leurs impacts sur les prix difficiles à établir » [73]. Nous avons réussi à faire plier le groupe, contraint de publier ses marges en février 2025 [74], données cruciales jusqu'ici manquantes des négociations contre la vie chère.

Peut-être inspiré par notre action, un cadre supérieur de GBH a lancé l'alerte en janvier 2025 pour dévoiler les « *marges exorbitantes* », l'« *opacité financière* », et les « *entorses à la concurrence* » du groupe [75], ce qui a motivé notre deuxième action : déposer collectivement plainte au pénal contre X pour « *entente* » et « *abus de position dominante* » [76]. Elle a depuis été rejointe par plus de mille Martiniquais·es, Guadeloupéen·nes, Réunionnais·es, Guyanais·es etc. qui nous ont tant fait part de leurs souffrances quotidiennes que de la force que cette action leur procurait [77].

Dans nos interventions publiques [78], nous diffusons cet angle technocritique, selon nous déterminant, afin d'essayer d'élargir la colère légitime contre les békés à la grande distribution, l'industrie agro-alimentaire et leurs cortèges de nuisances. Chaînes logistiques mondialisées, porte-containers, fragmentations des habitats marins, terrestres, parkings, monocultures, pesticides, déferlements de déchets plastique… sont autant de fléaux indissociables de ces empires, quand bien même un·e afrodescendant·e viendrait à en prendre les rênes.

Enfin, nous réalisons tout ça en ayant fait le choix d'un *parentage proximal* [79] auprès de notre fille, bientôt âgée de deux ans. Oserons-nous avouer un jour qu'elle a vécu quelques-uns de ces premiers mois avec nous dans la case, au coeur d'une forêt tropicale, sans eau courante ni électricité ? Et que nous y avons été très heureux·ses ? Peut-être. Cette relation au plus près de ses besoins, notamment affectifs, est au centre de nos priorités

[73] *Le Monde*, « A la Martinique, ces grandes familles qui règnent sur les prix alimentaires », 2 novembre 2024 [57].
[74] *France-Antilles Guadeloupe*, « Jérémy Désir, lanceur d'alerte : "Le temps de l'impunité, en tout cas de l'opacité, semble en partie révolu" », 6 février 2025 [58].
[75] *Libération*, « Vie chère aux Antilles : les profits suspects du Groupe Bernard Hayot en outre-mer », 9 janvier 2025 [59].
[76] Lanceur d'alerte, « Plainte collective contre la vie chère en Outre-mer », 2025 [60].
[77] Voir notre livret récapitulatif : Lanceur d'alerte et Vous n'êtes pas seuls, « Vie chère dans les Outre-mer : Éruptions juridiques contre la grande distribution », 27 mars 2025 [61].
[78] *France-Antilles Martinique*, « Publication des comptes de GBH : l'affaire renvoyée au 13 février », 24 janvier 2025 [62].
[79] Emmanuelle Devuyst, « Le maternage proximal : une pratique oppressante ou libératoire pour les femmes ? », *Chroniques féministes* n°124, juillet-décembre 2019 [63].

depuis sa naissance. Ce choix a été initié par sa maman, qui y trouve l'articulation parfaite entre ces combats et sa lecture d'un écoféminisme de subsistance. Au-delà du souci de cohérence personnelle, nous y voyons la plus belle illustration de notre engagement révolutionnaire : partager notre lutte avec une petite personne vulnérable pour laquelle nous avons à cœur, à chaque instant, de prendre soin.

4. En Hexagone

De l'autre côté de l'océan, VNPS est composé d'une vingtaine de personnes actuellement réparties entre la Bretagne, le Nord, l'Île de France, la Charente, la Drôme, l'Hérault… Si une bonne moitié du collectif reste surtout sédentaire, en ville, où il est plus facile de jongler entre impératifs sociaux et espaces militants accessibles ; un tiers d'entre nous s'affaire à restaurer des lieux d'autonomie collective à la campagne, et y faire circuler des savoirs. Dans un cas comme dans l'autre, nous marchons sur une ligne de crête. Entre la nécessité de nous fédérer au-delà de nos quotidiens localisés, dans une société faite de vitesse, de marchandise, de dépendance technologique d'une part ; et de l'autre ce besoin de cohérence avec les vies auxquelles nous aspirons.

Typiquement, l'usage du numérique n'est jamais premier dans nos interactions. Nous mesurons chaque jour à quel point les outils informatiques peuvent appauvrir la réflexion, la créativité, la faculté à débattre, à avoir du tact et *in fine*, nos ambitions révolutionnaires. Nous en faisons néanmoins usage pour nous partager de l'information par mail, puis une fois par mois de vives voix en appel collectif, et quand cela est nécessaire par messagerie instantanée. Dans nos travaux collectifs d'enquête, d'écriture et de média, nous utilisons aussi des espaces numériques de travail.

Celles et ceux qui parmi nous ont sillonné la France (et dans une moindre mesure, le monde) ont bien souvent trouvé une bouffée d'oxygène dans l'itinérance, le retour à des activités artisanales et agricoles. Paradoxalement, le durcissement de l'enfermement technologique suite au Covid-19, conjugué à la mise à distance des individus par écrans interposés, semblent avoir accru la dépendance affective au numérique (notamment dans les

centres urbains). Ces épisodes ont aussi rappelé une évidence : la liberté, c'est autre chose que la délivrance des tâches de subsistance.

Pour une poignée d'entre nous, c'est d'abord l'alimentaire qui nous a fait travailler de nos mains, à commencer par la culture de fruits et légumes. Du jardin vivrier de 100 m² au maraîchage bio sur plusieurs hectares, des Côtes d'Armor à la Corse, nous avons repris contact avec les choses vivantes souvent par des séjours de type wwoofing, ou à l'invitation d'ami·es disposant d'un terrain. Les mains dans la terre, d'une saison à l'autre, au contact de paysan·nes et d'autres néo-ruraux, nous apprenons et murissons les questions de l'échelle de production, de l'équilibre entre individualisme et spécialisation des métiers agricoles. Lorsque nous désherbons un demi-hectare ou plantons dix mille poireaux à trois, nous ne sommes pas en train de fantasmer un retour idyllique à la terre. Imprégné·es des réflexions de l'Atelier Paysan [80] (dont VNPS est sociétaire depuis 2023), nous voyons dans l'alimentation l'exemple typique du conditionnement de nos rapports sociaux à l'échelle de production et aux moyens techniques.

D'un autre côté, les plantes aromatiques et médicinales nous invitent plus encore à une reconnexion avec le monde végétal, et finalement animal. La connaissance des essences, les méthodes d'extraction des substances actives et leurs usages nous replongent dans des formes de savoirs plus empiriques — quand bien même les vertus sont pour beaucoup finement documentées — tout en s'affranchissant de l'appréhension exclusivement scientiste du monde. Sous toutes ses formes, le soin des humains et non humains par les plantes est une forme d'autonomie bien souvent sous-estimée en Occident, où prospèrent hélas analgésiques et anti-dépresseurs.

En apprenant à traire à la main, à ne prélever pour la transformation rien que le lait dont les petits n'ont pas besoin, en découvrant la traction animale et le débardage à cheval, en prenant soin de tous les êtres présents sur des fermes polyvalentes ; nous avons appris à travailler de manière la plus respectueuse possible avec des animaux, tout en interrogeant la balance entre leur liberté et notre autonomie.

Dans le Gers on a vu comment construire en bois-terre-paille, quand dans la Creuse, il s'agissait de rehausser et consolider la charpente d'une vieille

[80] Site de l'Atelier paysan : <https://www.latelierpaysan.org/>.

maison en pierre. En Ardèche, nous avons mis notre pierre à l'édifice du prochain grand bâtiment de la scierie du Longo Maï de Treynas, tandis qu'en Charente, nous rénovons une maison en même temps que nous plantons des arbres et prenons soin de réinviter des espèces sur les terrains alentours.

La restauration de bâtis de plusieurs siècles renvoie le béton à sa condition presque éphémère, artificielle et consommatrice d'espace. En voyant dans les métropoles continuer de fleurir l'imposture des *écoquartiers* au sujet desquels nous publiions un témoignage de désertion il y a quelques mois [81], nous nous demandons ce qu'il faut encore attendre comme forme de transition d'une industrie aussi lucrative que celle du BTP. Alors qu'il y a tant à faire pour restaurer des fermes ou faciliter la vie en habitat léger. Évidemment, dans la construction et la rénovation comme dans les autres activités citées, nous apprenons à faire des compromis et, surtout, avec les moyens du bord.

Au quotidien, au-delà de notre quête d'autonomie, nous avons aussi appris à bricoler, à bidouiller, à réutiliser, également à détourner des objets dont nous héritons de leur usage premier. Réparer un moteur de pelleteuse, ressouder la remorque utilisée afin d'apporter la production au marché ou ramener le bois de chauffe pour l'hiver, trouver la panne et réparer un réseau électrique… Bien que moins bucoliques, la mécanique automobile, le travail du métal, le génie électrique sont des savoirs qui seront — et pour longtemps — encore loin d'être moins utiles que le bon tutorage des tomates.

Toutes ces techniques, ces savoir-faire qui étaient ici et ailleurs largement répandus jusqu'à la fin du XX^{e} siècle, continuent petit à petit à disparaître au sein de nos générations de citadin·es. Il est dans l'intérêt de toutes et tous de reprendre (et faire vivre) ces savoirs, sans les hiérarchiser, mais plutôt en les reliant à leurs histoires. Il nous tient à cœur de décloisonner les tâches pratiques et manuelles (les travaux de subsistances) d'un rapport purement cérébral au monde. Trois d'entre nous se sont à ce titre impliqué·es dans la coordination du mouvement Reprises de Savoirs [82], qui depuis trois ans accompagne des chantiers collectifs avec cet objectif politique.

Une ferme familiale dans le Morbihan, un jeune collectif d'artistes-paysan·nes en Creuse, les coopératives de Longo Maï, un hameau

[81] VNPS, « Les écoquartiers ou le cynisme industriel 2.0 », 14 octobre 2023 [64].

[82] Le site de Reprise de savoirs : <https://www.reprisesdesavoirs.org/>.

d'artisan·es en Aveyron, un couple de paysan·nes dans les Cévennes, des personnes seules qui accueillent contre un coup de main…

Les lieux où nous nous impliquons ponctuellement, voire sur la durée, sont autant de facettes que d'occasions de faire du commun dans le monde rural. Tantôt ces lieux proposent avec beaucoup de soin un accueil presque inconditionnel ; tantôt pour tisser des liens, il faut y faire ses preuves autrement que par une collection de manifestations à son actif. Chaque lieu, c'est aussi des partages de lectures, de vécus, de colère ou de joie, qui nous transforment autant que les activités du quotidien. C'est là, loin des panoptiques des métropoles et du numérique que s'incarnent et se pensent l'autonomie, l'entraide, l'action dans un monde post-industriel.

Toutefois, ces espaces ne sont bien sûr pas hors d'atteinte de l'emprise de la marchandise, de l'État ou de l'industrie. Contrairement à l'esprit *oasis-colibri* qui peut parfois reproduire des milieux bourgeois à la campagne, les paysan·nes et collectifs socialement ancrés dans leur territoire sont frontalement confrontés au rouleau-compresseur techno-capitaliste. Si ces lieux, pris dans l'intensité de leur propre rythme, ne s'envisagent donc pas encore tous comme des bases arrière d'une écologie nécessairement radicale, leurs hôtes sont amené·es tôt ou tard, à prendre position. Nos passages sont autant d'occasion de partager humblement des arguments peu relayés, pour inciter à un débat, voir à une certaine prise de recul.

Pour ne citer qu'un exemple, depuis 2022 et grâce au précieux témoignage de désertion d'une camarade du secteur [83] nous avons vu venir la déferlante photovoltaïque. Et en particulier le développement de projets au sol, bien souvent sur des terres agricoles ou forestières.

Parallèlement à nos enquêtes menées avec des salarié·es infiltré·es de la filière, nous participons à fédérer les dizaines de collectifs locaux qui s'organisent face à l'industrie colonisatrice du solaire. Nous alertons localement, partout où nous sommes, quant au cheval de Troie de l'agrivoltaïsme qui, avec la méthanisation, pousse les agriculteur·ices à subordonner leurs activités à l'industrie énergétique.

Parce qu'une écologie révolutionnaire et inclusive, en réponse à cet enjeu énergétique : c'est faire la critique de notre dépendance à l'industrie fossile

[83] Micheal Moore, *Planet of the Humans | Full Scene | How Solar Cells And Wind Turbines Are Made*, 20 novembre 2020 [66].

(idéalement cerner ses points névralgiques, et redécouvrir le courage des militant·es comme le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger) ; c'est lutter contre l'ordre électrique nucléaire centralisé, en tant que technologie autoritaire par excellence ; mais c'est aussi être capable d'une critique véritable — et pas juste d'emplacement — des productions industrielles d'énergies dites *renouvelables*.

Comme toutes les autres productions de ce système, tant à cause des dépendances nouvelles qu'elles induisent, que leurs chaînes de production foncièrement délétères [84], nous portons cette technocritique aussi loin que possible. Et à partir d'elle, nous nous organisons.

[84] VNPS, « Agrivoltaïsme : nous ne tomberons pas dans le panneau », 4 septembre 2023 [65].

Conclusion

La technocritique qui irrigue notre écologie est révolutionnaire, tout en étant résolument décoloniale, anticapitaliste, paysanne, féministe, et attentive aux besoins des plus vulnérables. Elle se veut donc révolutionnaire *et* inclusive. Nous espérons l'avoir exposé.

Bien entendu, tout n'est pas parfait. Nous avons nos défauts en reproduisant parfois les griefs que nous adressons aux intersectionnel·les et aux anti-tech (raccourcis, maladresses, dénigrements, pureté militante, légalisme, désorganisation, etc.). Nous y travaillons. Pour autant, rien n'est aussi limpide à nos yeux que la nécessité de dépasser les clivages émanant de ces dualismes ineptes (nature / culture, matière / esprit, progrès / réaction, etc.) par une approche dialectique.

Nous avons le devoir d'élaborer une stratégie à la hauteur de notre époque, c'est-à-dire de réfléchir à des schémas d'actions permettant de réaliser notre objectif : abattre le système techno-industriel qui donne sa puissance au technofascisme. Ce qui ne signifie pas renoncer à nos principes au profit de l'utilitarisme.

À l'inverse, dénigrer toute élaboration stratégique au prétexte que seul le soin est révolutionnaire est une aporie. Il est souhaitable d'avoir des moyens qui préfigurent les fins, à condition que *celles-ci* soient révolutionnaires.

La question qui devrait plutôt nous traverser : comment articuler les différentes tendances de l'écologie radicale, notamment révolutionnaire et inclusive, pour être efficace dans nos luttes ? Comment concilier le besoin de spécialisation minimale d'une organisation de résistance internationale (tant par efficacité, que par respect des envies et des expériences propres de ses membres), avec le partage minimal de valeurs communes technocritiques, révolutionnaires et inclusives, tant en discours qu'en pratique ?

Ici aussi en Martinique, terre d'oppressions indéniables où la majorité des habitant·es partage dans sa chair l'héritage d'une violence coloniale, capitaliste et industrielle, malgré de nombreuses convergences qui en découlent, tous les mouvements militants ne sont pas forcément alignés avec nos valeurs. Ils n'en demeurent pas moins des alliés, même s'il n'est pas

rare d'entendre chez certain·es (rastas, agriculteur·ices, millitant·es anti-chlordécone ou contre la vie chère), des propos technophiles, confus, nationalistes, voire suprémacistes (Noir), sexistes ou homophobes. Nous y voyons de la maladresse, des grilles de lecture et des colères erronées. De la même manière, les milieux inclusifs ou anti-tech sont loin d'être immunisés contre plusieurs formes de discriminations. Des désaccords de taille certes, mais sans commune mesure avec le pouvoir de nuisances des structures qui nous dominent.

Rejeter en bloc des analyses ou des collectifs proches du vivant, d'êtres fragiles, qui se battent chaque jour pour faire advenir un monde plus juste, ou juste moins immonde, sous prétexte que des individus qui s'en revendiquent aient tenu des propos problématiques : *là est le purisme*.

Autrement dit, notre famille politique est riche et la technocritique un outil aux entrées variées. Nous ne sommes pas tenus à des alternatives simplistes. Tant qu'elle ne pactise pas avec l'ennemi, qu'elle n'érige pas de discrimination dans son analyse ou sa pratique politique, aucune de nos composantes idéologiques ne mérite de mise au banc. Et nous, VNPS, en tant que jeune mouvement accompagnant la désertion salariale en vue d'un renversement de ce système, nous voyons nos défauts tout en pensant avoir la qualité d'une certaine cohérence, partagée par tant d'autres dans le mouvement.

« *Élever des digues* » entre nous laisse le champ libre au véritable ennemi à abattre. Nous sommes la dernière génération à pouvoir tout changer. Soyons-en dignes.

Annou sonjé mawon !

Site internet de Vous n'êtes pas seuls (VNPS)
< https://vous-netes-pas-seuls.org/ >

Liens Internet :

[1] https://fr.statista.com/themes/10062/la-montee-de-l-extreme-droite-en-europe/

[2] https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/la-tech-la-premiere/la-tech-la-premiere-du-jeudi-07-novembre-2024-1159347

[3] https://contre-attaque.net/2025/02/05/trump-veut-deporter-toute-la-population-de-gaza-annexer-le-territoire-et-y-lancer-un-projet-immobilier/

[4] https://www.franceinfo.fr/monde/chine/persecution-des-ouighours/genocide-des-ouighours-en-chine-six-questions-sur-la-resolution-adoptee-par-les-deputes-francais-qui-cree-des-remous-jusqu-a-pekin_4924845.html

[5] https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/01/11/comment-la-chine-exporte-ses-outils-de-surveillance_6157361_3234.html

[6] https://www.lesechos.fr/monde/europe/les-regimes-autoritaires-se-multiplient-sur-la-planete-2083613

[7] https://www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2024/

[8] https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/01/15/l-extreme-centre-un-extremisme-qui-peut-mener-a-l-autoritarisme_6498630_3232.html

[9] https://www.youtube.com/watch?v=pJamOyRU-oQ

[10] https://www.obsarm.info/spip.php?article644

[11] https://disclose.ngo/fr/article/france-partenaire-des-crimes-des-emirats

[12] https://reporterre.net/Repression-policiere-des-militants-ecolos-La-France-est-le-pire-pays-d-Europe

[13] https://unric.org/fr/repression-des-militants-ecologistes-une-menace-pour-la-democratie/

[14] https://wmo.int/fr/news/media-centre/lomm-confirme-que-2024-est-lannee-la-plus-chaude-jamais-enregistree-avec-une-temperature-superieure

[15] https://www.lefigaro.fr/conjoncture/l-utilisation-des-pesticides-ne-cesse-d-augmenter-un-peu-partout-dans-le-monde-20250225

[16] https://www.pik-potsdam.de/en/news/latest-news/earth-exceed-safe-limits-first-planetary-health-check-issues-red-alert

[17] https://www.radiofrance.fr/franceculture/pandora-papers-comment-les-paradis-fiscaux-continuent-de-prosperer-6728306

[18] https://disclose.ngo/fr/article/decathlon-revelations-sur-un-champion-de-lexploitation

[19] https://reporterre.net/Des-ados-se-font-gazer-en-Guyane-les-Amerindiens-combattent-une-centrale-electrique

[20] https://www.lemonde.fr/planete/article/2025/02/25/les-chercheurs-abasourdis-par-le-deni-sur-l-effondrement-de-la-biodiversite-c-est-nous-qui-avons-raison-et-non-les-lobbies_6562626_3244.html

[21] https://reporterre.net/Je-ne-pouvais-plus-ingenieur-chez-Total-Xavier-a-demissionne

[22] https://reporterre.net/Les-anarchistes-naturiens-precurseurs-de-la-decroissance

[23] https://vous-netes-pas-seuls.org/2022/09/11/quest-ce-que-lecologie-radicale/

[24] https://www.lesechos.fr/monde/europe/la-pollution-de-lair-cause-240000-deces-en-europe-chaque-annee-2137074

[25] https://www.nationalgeographic.fr/sciences/sante-medecine-equilibre-pollution-des-quantites-alarmantes-de-microplastiques-retrouvees-dans-le-cerveau-humain

[26] https://www.mediapart.fr/journal/france/090225/ia-le-contre-sommet-des-ecologistes-sonne-l-alarme

[27] https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/la-revue-de-presse-internationale/la-revue-de-presse-internationale-emission-du-lundi-30-decembre-2024-5713612

[28] https://www.ird.fr/1-000-000-despeces-menacees-dextinction-le-rapport-alarmant-de-lipbes

[29] https://blogs.mediapart.fr/sabrina-kassa/blog/161122/bifurquons-ensemble-un-ebook-gratuit

[30] https://greenwashingeconomy.com/jancovici-techno-totalitarisme-chinois-modele/

[31] https://www.instagram.com/p/C249IeFIrfU/?img_index=4&igsh=MnByM3I1bTBvNjNi

[32] https://www.revuesilence.net/numeros/537-Ecolos-et-antifas/pour-une-ecologie-antifasciste

[33] https://desertheureuses.noblogs.org/files/2024/12/Courage-Continuons-de-Fuir-Desertheureuxses-2024.pdf

[34] https://lille.indymedia.org/spip.php?article36165

[35] https://collectifruptures.wordpress.com/2024/01/06/qui-a-peur-de-la-critique-anti-industrielle/

[36] https://mars-infos.org/le-naufrage-reactionnaire-du-7269

[37] https://www.instagram.com/p/DF0DA5pocHq/?img_index=7&igsh=eDRsZWRwbHBtbXlr

[38] https://infokiosques.net/IMG/pdf/Trans_n_est_pas_transhumanisme-cahier.pdf

[39] https://www.antitechresistance.org/blog/handicapes-contre-le-progres

[40] https://www.antitechresistance.org/blog/medecine-technologique-ou-planete-habitable

[41] https://www.ipbes.net/nexus/media-release

[42] https://www.franceinfo.fr/environnement/biodiversite/rapport-sur-la-biodiversite-il-faudrait-revenir-davantage-vers-une-agriculture-vivriere-en-circuit-local-affirme-l-ecologue-philippe-grandcolas_6961100.html

[43] https://www.antitechresistance.org/blog/poncif-n6-anti-tech-vraiment-et-les-progres-de-la-medecine-hein

[44] https://journals.openedition.org/ethnoecologie/10181

[45] https://www.instagram.com/p/DI67eOfq9gb/

[46] https://mouton-numerique.org/ni-de-gauche-ni-de-droite-mais-bien-reac/

[47] https://www.antitechresistance.org/blog/soulevements-gauche-desarme-ecologie

[48] https://chez.renart.info/Les-Soulevements-de-l-industrie-verte

[49] https://ricochets.cc/StopMicro-printemps-2025-Rapport-de-terrain-8319.html

[50] https://renart.info/Rien-qu-une-fois-faire-des-vagues-Temoignage-critique-des-Soulevements-de-la

[51] https://www.youtube.com/watch?v=0VepjCsOLa4&list=PLF4dYe-Ay0_XEAnf48QrpidDSQSvtQzgk

[52] https://youtu.be/mPgtw9nQfwA

[53] https://youtu.be/6B6I7u0RMdg

[54] https://youtu.be/H9KDUoMJQZI

[55] https://youtu.be/qxyA3QwJoic

[56] https://www.mediapart.fr/journal/economie/240721/en-outre-mer-une-caste-patronale-et-des-lobbys-tout-puissants

[57] https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/11/02/a-la-martinique-ces-grandes-familles-qui-regnent-sur-les-prix-alimentaires_6371650_3234.html

[58] https://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/economie/jeremy-desir-lanceur-dalerte-le-temps-de-limpunite-en- tout cas-de-lopacite-semble-en-partie-revolu-1022740.php

[59] https://www.liberation.fr/economie/social/marges-exorbitantes-opacite-financiere-entorses-a-la-concurrence-les-profits-suspects-du-groupe-bernard-hayot-en-outre-mer-20250109_6YEAX2NQ35GJDKIA7XUNYRCDDY/

[60] https://www.lanceuralerte.org/plainteviechere/

[61] https://vous-netes-pas-seuls.org/2025/03/27/livret-vie-chere-dans-les-outre-mer-eruptions-juridiques-contre-la-grande-distribution/

[62] https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/economie/publication-des-comptes-de-gbh-laffaire-renvoyee-au-13-fevrier-1020851.php

[63] https://www.universitedesfemmes.be/se-documenter/telechargement-des-etudes-et-analyses/product/download/file_id-678

[64] https://vous-netes-pas-seuls.org/2023/10/14/les-ecoquartiers-ou-le-cynisme-industriel-2-0/

[65] https://vous-netes-pas-seuls.org/2023/09/04/contre-lagrivoltaisme/

[66] https://youtu.be/EHSGsDipTOU

Sommaire

L'ère du technofascisme..... 4
I. Que faire ? Une suggestion 6
II. Le dilemme éthique de la technocritique 11
1. Résurgence de la technocritique *11*
2. L'écologie radicale..... *12*
3. Le dilemme éthique..... *15*
III. Comment trancher ce dilemme éthique ? 17
1. Par l'injure et la calomnie *17*
2. Par un rééquilibrage du poids du dilemme..... *22*
3. En synthèse..... *29*
IV. Pour une technocritique révolutionnaire et inclusive 30
1. Présentation d'un mouvement allié..... *30*
2. Autocritique de notre technocritique..... *33*
3. De l'urgence de mieux cibler nos ennemis..... *36*
V. Notre technocritique en pratique.....39
1. Contexte caribéen..... *39*
2. Bilan d'une enquête d'autonomie..... *40*
3. Bilan de nos résistances..... *43*
4. En Hexagone..... *47*
Conclusion..... 52
Liens Internet :..... *54*

Edition réalisée sans but lucratif,
A seule fin de diffusion des connaissances.

Cette brochure peut être librement téléchargée
à l'adresse suivante :
https://archive.org/details/vnps-technocritique

Alors que le technofascisme, cette alliance objective entre régimes autoritaires et hautes technologies, s'annonce comme notre avenir politique officiel, nous souhaitons poser des idées selon nous trop rares pour modestement participer à la résistance.

Cependant, nous constatons une percée inquiétante d'attaques violentes émanant de notre camp, contre certaines des figures, collectifs ou courants dont nous nous sentons proches.

L'ambition de ce texte : refuser la dualité qui nous condamne, essayer de prouver qu'une technocritique révolutionnaire et inclusive peut exister, afin de rendre plus efficace — ou déjà plus lisible — la lutte contre le technofascisme et pour une Terre habitable.

Prix libre